

En attendant la réponse de la tutelle

# La grève des résidents continue

La grève illimitée des médecins résidents entame sa 3<sup>e</sup> semaine. Le retard de la tutelle à gérer la crise est déjà flagrant, du fait que les malades payent chaque jour les frais de cette «paralyse».

Page 5

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Neuvième année - N° 2327 - Ven 15 - Sam 16 avril 2011 - Prix : 10 DA

ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ DES TAXIS

## Un nouveau décret en cours d'élaboration

Page 5

L'Otan affiche clairement sa position

## La chute de Kaddafi en point de mire

• Medelci à propos du «mercenariat»/Un «acharnement irresponsable»

Page 2



Discours à la nation du président de la République

# Bouteflika annonce les grands changements

Ph. > D. R.

Très attendu, le discours à la Nation du Président Bouteflika s'inscrit en droite ligne des réformes politiques globales qu'il avait annoncées.

Lire page 3

Inauguration de «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011»

### Un événement-symbole

Après son discours d'hier, le président de la République est attendu aujourd'hui à Tlemcen où il inaugurera la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011». Un événement qui tient en haleine les habitants de cette ville qui a fait peau neuve à cette occasion. Un bain de foule est au programme de la visite du chef de l'Etat dans la capitale des Zianides. Après l'inauguration nationale de cette manifestation, à l'occasion de la fête du Mawlid Ennabaoui, le chef de l'Etat donnera aujourd'hui le coup d'envoi de cette manifestation internationale à laquelle participera une quarantaine de pays. Des ministres, des personnalités politiques, diplomatiques et du monde des arts, assisteront à la cérémonie d'ouverture. Tlemcen, a-t-on constaté, est fin prête et les organisateurs s'attelaient à apporter les dernières retouches. Les routes, les places principales et les institutions publiques portent sur leurs frontons les couleurs et slogans de cette manifestation. Des banderoles souhaitant la bienvenue au président de la République couronnent l'itinéraire que doit parcourir la délégation présidentielle.

Aomar Fekrache

Page 3

Tamanrasset

## Arrestation d'un homme armé

Page 5



Le parquet de Sidi M'hamed requiert dix ans de prison

## Deux ex-P-DG du port d'Alger face au juge

Page 7

L'Otan affiche clairement sa position

# La chute de Kaddafi en point de mire

■ Pour la première fois depuis le début du conflit libyen, les membres de l'Otan, notamment les Américains, affichent clairement leur position quant au départ de Kaddafi.

Par Lynda N. B.

Barack Obama, Nicolas Sarkozy et David Cameron ont jugé hier, dans une tribune commune, «impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kaddafi». La chute du «Guide» libyen est désormais l'objectif avoué des alliés de l'Otan qui s'étaient réunis la veille à Berlin.

Selon eux, «il ne s'agit pas d'évincer Kaddafi par la force, mais il est impensable que quelqu'un qui a voulu massacrer son peuple joue un rôle dans le futur gouvernement libyen».

Les trois dirigeants souligneront-ils la nécessité de continuer les opérations militaires pour accélérer le départ de Kaddafi et permettre une transition.

D'autre part, s'agissant du départ du «Guide» libyen, après les affirmations répétées du fils Kaddafi, Seif El Islam, c'est au tour de la fille du dirigeant libyen, Aïcha Kaddafi, de soutenir avant-hier soir devant des centaines de jeunes partisans du régime que demander le départ de son père du pouvoir était une «insulte pour tous les Libyens».

## Les démarches diplomatiques se poursuivent à la réunion du Caire

Le Commissaire pour la paix et la sécurité de l'Union africaine (UA), Ramtane Lamamra, a indiqué que la tenue d'une réunion internationale des organisations internationales et régionales avant-hier au Caire avait pour objectif, d'un point de vue africain, la coordination des complémentarités entre les activités des organisations et l'harmonisation des actions en faveur de la solution politique, et en premier lieu la cessation des hostilités. Dans ce contexte, Ramtane Lamamra indiquera qu'un intérêt particulier des participants à la réunion du Caire a été accordé au cessez-le-feu et à ses conditions et modalités en tant que composante d'une transition et des réformes politiques qui ressortiraient du dialogue entre les Libyens pour prendre en charge les causes fondamentales de la crise actuelle et répondre aux aspirations du peuple libyen. Néanmoins, le commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA soulignera qu'«il ne s'agit pas d'une réunion d'uniformisation des positions, compte tenu des nuances et différences qui existent entre les positions de départ d'un certain nombre d'organisations participantes».

## En plein bombardement de Tripoli, Kaddafi effectue une sortie

Sur le terrain, selon des journalistes de l'AFP, des avions ont survolé avant-hier Tripoli où de fortes explosions ont été entendues, suivies de tirs de défense anti-aérienne. D'un autre côté, selon la rébellion, un violent échange de tirs a lieu entre les forces fidèles à Kaddafi et des rebelles à Ajdabiya, tandis que 13 personnes ont



Ph. > D. R.

été tuées dans une offensive des pro-Kadhafi sur Misrata. En outre, lors d'un raid de la coalition, des images diffusées par la télévision ont montré le leader libyen effectuant une sortie dans les rues de Tripoli où il a salué les passants en levant les poings.

Au moins 6 000 migrants sont bloqués dans la ville libyenne de Misrata dans des conditions d'extrême pauvreté et dans une situation très inquiétante, a indiqué hier l'Organisation internationale des migrations (OIM). Avant-hier, un bateau dépêché par l'Organisation internationale des migrations (OIM) est arrivé à Misrata en vue d'évacuer 800 personnes dans cette ville assiégée par les forces loyales au colonel Kaddafi. Le bateau grec «L'esprit ionien» venant de Benghazi avait à son bord 400 tonnes d'aides humani-

taires.

## Paris et Berlin minimisent leur différend

Alors que l'entente entre les deux capitales a été mise à l'épreuve par les divergences sur la gestion de la crise libyenne, avant l'ouverture d'une réunion de l'Otan centrée sur la Libye, les chefs de la diplomatie des deux pays ont affirmé poursuivre les mêmes buts. A ce sujet, le chef de la diplomatie française Alain Juppé et son homologue allemand, Guido Westerwelle, ont affirmé jeudi dernier qu'il n'y avait aucun désaccord sur le départ de Kaddafi.

## Rome ne prendra pas part aux raids contre la Libye

Les motivations de ceux qui sont derrière cette conspiration contre un pays dont le tort est de refuser de s'immiscer dans les affaires intérieures libyennes». M. Medelci déplorera également «l'usage disproportionné de la force» et mettra en garde «contre les dangers mortifères de l'infiltration de troupes terroristes sur le territoire libyen».

## Alger réagit aux déclarations du Quai d'Orsay

Le ministère français des Affaires étrangères a réagi, vendredi 15 avril, aux informations faisant état de la présence en Libye de mercenaires étrangers. Bernard Valero, porte-parole du Quai d'Orsay, a qualifié de «graves» ces accusations.

Il était interrogé pour savoir s'il pouvait confirmer des informations selon lesquelles le colonel Kaddafi aurait recruté

L'Italie a décidé de ne pas prendre part aux bombardements aériens aux côtés d'autres pays membres de l'Otan, contre des cibles du régime libyen, a indiqué hier le Chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres.

A ce propos, Silvio Berlusconi déclarera que «la Libye est l'une de nos ex-colonies, il y a un lien entre ce pays d'Afrique du Nord et l'Italie, les avions italiens ne peuvent donc participer activement aux bombardements».

## Les félicitations de Obama à l'émir du Qatar

Le président américain Barack Obama a remercié avant-hier l'émir du Qatar pour son aide essentielle dans le dossier libyen et son soutien au développement de la «démocratie au Moyen-Orient», lors de d'un entretien avec cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani à la Maison-Blanche. En outre, Obama affirmera : «Nous n'aurions pas été capables d'établir ce genre de coalition internationale (...) sans le leadership de l'émir». Notons que le Qatar participe aux opérations militaires pour faire respecter la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU en Libye,

## L'UE lève les sanctions contre Moussa Koussa

L'Union européenne a levé l'interdiction de voyager et le gel des avoirs de l'ancien ministre libyen des Affaires étrangères Moussa Koussa, qui a fait défection le mois dernier, a indiqué avant-hier le ministère britannique des Affaires étrangères.

Cette levée de sanction intervient, selon un porte-parole du ministère britannique, «pour encourager un changement de comportement et, étant donné que Moussa Koussa a choisi de quitter le régime (du colonel Kaddafi), il ne fait plus l'objet de sanctions de la sorte».

## Aqmi lance un appel contre l'Otan et Kaddafi

Le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a de son côté appelé les musulmans à se lever à la fois contre le régime libyen et contre les forces de l'Otan en Libye, dans une vidéo manifestation enregistrée avant l'intervention militaire de la coalition, rapportent les médias

L. N. B.

## Medelci à propos du «mercénariat» : un «acharnement irresponsable»

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a de nouveau démenti avant-hier à Alger les allégations tendancieuses «infondées» visant à impliquer l'Algérie dans des actes de mercénariat en Libye. Dans une déclaration à la presse à l'issue des entretiens qu'il a eus avec le rapporteur spécial sur la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Frank La Rue, le chef de la diplomatie algérienne s'est interrogé sur les réelles motivations de telles déclarations mensongères qu'il a qualifiées «d'acharnement irresponsable». Aussi, affirmera-t-il que «cet acharnement irresponsable à vouloir impliquer à tout prix les autorités algériennes nous interpelle sur les desseins et

sur le territoire tchadien des Touaregs et des Toubous tchadiens pour aider ses forces militaires.

M. Valero a également été interrogé sur les informations concernant une éventuelle aide de l'Algérie au régime de Mouammar Kaddafi, en facilitant des accès aux frontières ou en lui livrant du pétrole ; le porte-parole n'a pas répondu précisément. «Vos questions sont pertinentes. Aujourd'hui, je n'ai pas d'information sur ces sujets», s'est-il borné à dire.

Ces déclarations ont fait réagir Alger. «Je n'ai pas encore pris connaissance de la transcription officielle de ce point de presse. Mais laissez-moi vous dire que la règle voudrait que l'on ne porte pas une appréciation quelconque sur une question lorsque l'on affirme, en même temps, ne pas avoir d'information sur les sujets en question», a expliqué sur un site électronique Amar Belani, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Discours à la Nation du Président de la république

# Bouteflika annonce les grands changements

■ Très attendu, le discours à la Nation du Président Bouteflika s'inscrit en droite ligne des réformes politiques globales qu'il avait annoncées.

Par Nadjib Stambouli

Après avoir rappelé les grandes réalisations depuis l'an 2000, sur le plan économique et social, notamment en matière d'infrastructures, de grands ouvrages, de logements et dans le registre de toutes les mesures en faveur des salariés et de l'emploi des jeunes, le Président a annoncé d'importantes décisions de réformes politiques. Il s'agit notamment de la révision de la loi électorale, de la loi sur les partis et de l'amendement de la Constitution, pour lequel une commission sera chargée d'élaborer une série de propositions qui lui seront soumises, pour être ensuite présentées pour approbation soit par voie parlementaire soit par voie référendaire.

Le président Bouteflika a déclaré, qu'après le recouvrement de la paix et de la sécurité, le lancement de programmes de développement ambitieux et la levée de l'Etat d'urgence, «j'ai décidé de parachever cette démarche par un programme de réformes politiques visant à approfondir le processus démocratique et à permettre aux citoyens de contribuer davantage aux décisions dont dépendent leur avenir et celui de leurs enfants». Bouteflika a ajouté que le rôle des assemblées élues est un rôle vital «qui sera renforcé car ce sont les élus qui sont en contact direct avec les citoyens et la réalité vécue». Dans ce cadre, il a annoncé qu'il « sera procédé à une profonde révision de la loi électorale », précisant que «tous les partis politiques, qu'ils soient représentés ou non au parlement, seront mis à contribution et consultés en vue d'élaborer le nouveau système électoral». L'autre grande réforme annoncée est la révision pro-



Ph. &gt; E. Soraya/J. A.

chaine de la loi relative aux partis politiques auxquels «il appartiendra de s'organiser, de renforcer leurs rangs, d'exprimer leurs opinions et d'activer dans le cadre de la Constitution et de la loi, afin de convaincre les citoyens, notamment les plus jeunes, de la pertinence et de l'utilité de leurs programmes», a-t-il souligné et ce, tout en insistant sur la représentation des femmes au sein des assemblées élues. Après avoir appelé le mouvement associatif à intensifier ses efforts et sa présence sur le terrain d'une part, et après avoir, d'autre part, souligné l'importance primordiale du respect des droits de l'homme, objectif pour lequel

il invite les deux ligues et l'Observatoire activant dans ce domaine à faire entendre encore plus leur voix, Bouteflika a annoncé une autre refonte, celle de la dépenalisation du délit de presse, tout en se félicitant de la liberté d'expression et de ton palpable actuellement dans le paysage médiatique. Toutes ces réformes annoncées le sont dans un échéancier que le Président a fixé pour être fin prêt avant le prochain rendez-vous électoral, l'an prochain. Bouteflika a en outre, en affirmant en substance que tout n'est pas parfait, abordé les thèmes de la corruption, du gaspillage et de la lutte sans relâche

contre ces fléaux et ce, a-t-il souligné à plusieurs reprises, grâce à la contribution de toutes les « forces agissantes », sans exclusive, à savoir dans une dynamique globale et inclusive qui ne s'arrête pas aux seuls partis. Ce sont là autant de jalons qui augurent de grands changements et qui répondent aux attentes et pulsations qui traversent la société algérienne. En somme, un discours historique à placer dans la perspective du long terme, sous le sceau de l'appel à la contribution de tous les Algériens et d'un ton rassembleur au profit de l'unique bénéficiaire, l'Algérie.

N. S.

Inauguration de «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011»

## Un événement-symbole

Après son discours d'hier, le président de la République est attendu aujourd'hui à Tlemcen où il inaugurera la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011». Un événement qui tient en haleine les habitants de cette ville qui a fait peau neuve à cette occasion. Un bain de foule est au programme de la visite du chef de l'Etat dans la capitale des Zianides. Après l'inauguration nationale de cette manifestation, à l'occasion de la fête du Mawlid Ennabaoui, le chef de l'Etat donnera aujourd'hui le coup d'envoi de cette manifestation internationale à laquelle participera une quarantaine de pays. Des ministres, des personnalités politiques, diplomatiques et du monde des arts, assisteront à la cérémonie d'ouverture. Tlemcen, a-t-on constaté, est fin prête et les organisateurs s'attelaient à apporter les dernières retouches. Les routes, les places principales et les institutions publiques portent sur leurs frontons les couleurs et slogans de cette manifestation. Des banderoles souhaitant la bienvenue au président de la République

couronnent l'itinéraire que doit parcourir la délégation présidentielle. L'événement d'hier concernait la parade composée de 22 chars qui ont défilé dans la soirée du nouveau Palais de justice (Imama), passant par la place de la Libération et la rue du 18-Février. Cette parade à laquelle ont participé une dizaine de pays est organisée par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI). Le spectacle a été réalisé par le grand artiste libanais Caracalla. La cérémonie sera reproduite aujourd'hui, selon les organisateurs, et sera suivie par un gigantesque feu d'artifice à partir du Plateau Lalla Setti. C'est au niveau de cette place qui domine la ville de Tlemcen qu'a été installé le gigantesque chapiteau qui accueillera la cérémonie d'inauguration. Bouteflika procédera par ailleurs à l'inauguration de plusieurs projets réalisés dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011». Les habitants de la capitale des Zianides, faut-il le dire, ont eu le privilège de bénéficier de plusieurs infrastructures à

caractère culturel. A citer notamment, la restitution du palais royal zianide placé au cœur de la citadelle d'El Mechouar. Ce palais est composé de quatre ailes autour d'un patio comprenant un jardin intérieur et un plan d'eau. A noter également la réhabilitation de l'ex-siège de la mairie, qui date de l'époque coloniale, et sa transformation en musée de l'histoire de la ville, la réalisation d'un théâtre de verdure de 2 000 places, ainsi que la rénovation et équipement de la salle de cinéma «Le Colisée» fermée depuis longtemps. A tout cela, il faut ajouter la réalisation de pavillons d'exposition qui accueilleront les expositions des pays participants et celles des semaines culturelles de wilayas, la réalisation d'un centre d'études andalouses et d'un complexe culturel à Imama ainsi que l'extension du musée archéologique. Tout compte fait, tout inspire la culture et la fête à Tlemcen, qui sera la capitale de la civilisation islamique durant toute l'année.

Aomar Fekrache

EDITO

### Une nouvelle Algérie ?

Par Aïssa Khelladi

Le président a annoncé la prochaine révision de la Constitution, à travers une commission à laquelle participeront des experts et des partis, qui sera ensuite soumise au Parlement. Cette annonce majeure est accompagnée d'une volonté de renforcer la démocratisation en Algérie, par différentes mesures comprenant aussi bien la révision de la loi électorale que l'ouverture du champ médiatique, avec de nouveaux canaux, à différents partis politiques. Nous sommes engagés désormais dans de profondes réformes dont la finalité n'a de sens que par une dynamique économique et sociale réussie qui puisse tout à la fois améliorer l'attractivité des investissements, lutter contre la corruption et poursuivre la construction de logements, tout cela dans le cadre du programme 2010-2014. Il ne s'agit pas de tout arrêter et de repartir à la case départ, ni d'ignorer l'aspiration générale au changement et différer ce qui peut être entrepris maintenant. Mais forts de notre parcours, de nos échecs précédents, ainsi que de ce qui a été accompli, il faut maintenant bâtir une nouvelle société dans la continuité de l'ancienne. Car c'est bien d'un projet de société qu'il s'agit là. La transition tant attendue s'est mise en branle avec ce discours et le pari demeure néanmoins énorme. Il suppose tout simplement que le pays soit prêt à la démocratie, alors qu'il ne l'était pas il y a vingt ans - alors que personne ne peut savoir encore quelle direction vont prendre la Tunisie et l'Egypte, après avoir pourtant fait leur révolution. Cette transition n'a pas été demandée par la rue, ni même par aucune manifestation organisée d'envergure, elle a été décidée par anticipation. Le contexte géopolitique, avec les pressions de différentes natures qu'il suppose, offre des possibilités de compréhension très riches. Bouteflika semble en avoir saisi les principaux aspects, et il en a pris acte. Heureux que nous entrions dans cette nouvelle ère par la douceur et la maîtrise, plutôt que dans le tumulte et le sang. Dans une situation relativement d'aise plutôt que dans la crise et la défiance. Mais le pari est difficile encore une fois. A la sagesse attendue du pouvoir, il faut ajouter la sagesse espérée des forces politiques car beaucoup dépend de leur détermination à jouer dorénavant le jeu démocratique. Et, par-dessus tout, à la sagesse des citoyens, c'est-à-dire à leur foi en eux-mêmes : elle sera déterminante dans la réussite du processus annoncé.

A. K.

Belkhadem anticipe

# L'après-2014 en question

■ Abdelaziz Belkhadem, SG du FLN, a reconnu au cours d'une émission diffusée par l'ENTV que «les perspectives politiques qui se profilent ne peuvent avoir un sens sans la prise en considération des revendications sociales qui s'expriment pacifiquement par la rue».

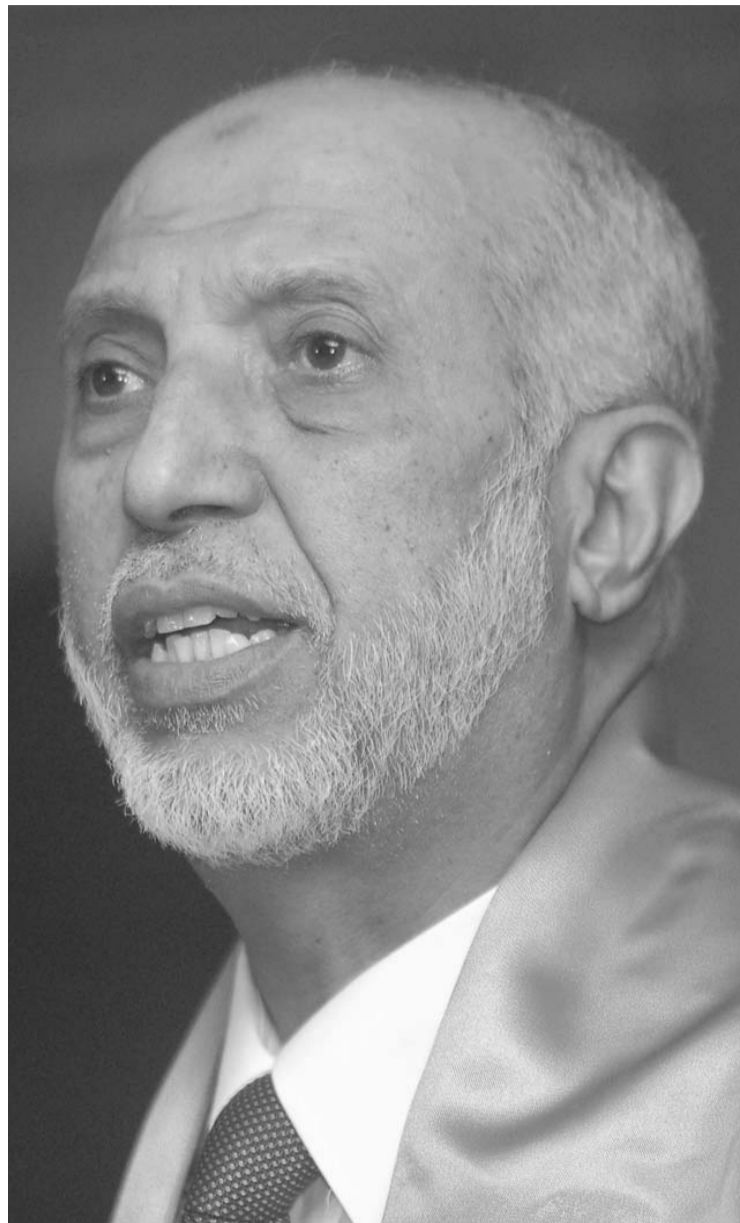
Par Nacera Chennafi

L'Algérie ne peut être à l'abri du vent du changement qui souffle sur le monde arabe depuis la révolution du jasmin en Tunisie. Cependant, chaque pays a ses spécificités, et le changement ne se fera pas automatiquement de la même manière. D'ailleurs, ce qui se passe en Libye actuellement est un exemple. Pour le cas de l'Algérie, c'est encore plus particulier car elle vit une agitation sociale intense. Les événements de 1988 et la décennie noire ont laissé des séquelles difficiles à effacer, pour ne pas dire indélébiles. Toutefois, aller vers un changement «politique» s'avère indispensable car c'est avec «la politique» qu'on pourra changer la situation sociale, économique et autres.

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia et le ministre d'Etat, représentant personnel du président Abdelaziz Belkhadem, associés aux consultations organisées par le Président Bouteflika, affirment que ce qui se passe en Algérie n'est pas «une crise politique» mais juste une agitation sociale. Cependant, le patron du vieux parti n'a pas écarté le risque

politique. Mercredi soir, Abdelaziz Belkhadem, SG du FLN, a reconnu lors d'une émission diffusée par l'ENTV que «les perspectives politiques qui se profilent ne peuvent avoir un sens sans la prise en considération des revendications sociales qui s'expriment pacifiquement par la rue» mais qui risquent d'avoir, si elles ne sont traitées, des «retombées politiques», alors que ce qui se passe dans le pays ne renvoie pas selon lui, «à une crise politique». A ce propos, il a plaidé pour des réformes politiques «sous la direction du chef de l'Etat» et «à l'intérieur des institutions» pour se prémunir contre «les retombées politiques» de ces mouvements sociaux. M. Belkhadem, proche de Bouteflika, dira qu'il y a un problème de «gouvernance», ajoutant : «Je suis pour un changement du gouvernement». Il critique donc directement la gestion du Premier ministre Ahmed Ouyahia et de son staff, sachant que le FLN est partenaire au gouvernement avec un nombre de ministres dont les secteurs connaissent une protestation tels que l'Enseignement supérieur et la Santé. Le patron du FLN a déjà occupé le poste de Chef du gouvernement en 2006,

dans le but d'assurer une paix sociale à travers l'augmentation du SNMG à 12 000 DA et valider une nouvelle grille des salaires. Alors que son prédécesseur, M. Ouyahia, avait jugé la demande d'augmentation du SNMG non légitime car elle ne répondait pas aux conditions macroéconomiques (inflation et productivité). Cependant, le Président Bouteflika a de nouveau fait appel à Ouyahia en 2008, l'a nommé Premier ministre après la révision de la Constitution et reconduit après les présidentielles de 2009 et le remaniement intervenu en mai 2010. Dans la situation actuelle, le gouvernement a fait le choix de faire des concessions pour acheter la paix sociale, une procédure qui n'a pas arrêté la protestation. Presque tous les secteurs formulent les mêmes revendications dont la satisfaction pourrait reconstruire des limites même si l'argent du pétrole est disponible. Un autre point à relever par l'invité de «Hiwar Essaâ», il s'agit des présidentielles de 2014. Belkhadem n'a pas osé parler de la candidature de Bouteflika à un quatrième mandat. A ce titre, il s'est contenté de dire : «Il est encore prématuré de parler du départ du président



Ph. &gt; E. Soraya/J. A.

Bouteflika. Le mandat du président n'est pas arrivé à son terme, il lui reste encore trois ans. Je sais qu'il y a une certaine fièvre autour de la présidentielle».

Il a ajouté : «Les candidatures aux élections présidentielles sont ouvertes à quiconque répond aux critères définis par la Constitution et la loi électorale», tout en prenant la précaution de noter que les présidentielles «ne sont pas à l'ordre du jour».

Voilà un changement dans le discours du patron du FLN. Le 23 décembre dernier, Abdelaziz Belkhadem s'est lancé dans la fièvre des présidentielles en déclarant devant les militants de son parti en crise interne, à l'oc-

casion d'une session du comité central : «Si Dieu le veut, notre candidat à la présidentielle de 2014 sera Abdelaziz Bouteflika».

Ainsi, Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem ouvrent le débat sur l'après-2014. Le premier veut un système semi-présidentiel, le deuxième est pour un système présidentiel «différent de l'actuel où le président est élu sur la base d'un programme. Mais pour peu que le parti majoritaire au Parlement soit de tendance politique différente, le problème de la cohabitation se posera inévitablement, surtout lorsque l'on sait que le pouvoir ne se partage pas».

N. C.

## —Élections générales anticipées et Assemblée constituante— Louisa Hanoune réitère ses positions



Ph. &gt; E. Soraya/J. A.

La porte-parole du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a animé jeudi un meeting à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi ouzou au cours duquel elle a abordé la situation socio-politique du pays ainsi que les positions de son parti sur plusieurs questions. La principale revendication de cette formation politique, l'Assemblée constituante, a été réitérée par l'oratrice qui a tenu à affirmer que jamais les conditions n'ont été réunies comme elles le sont aujourd'hui pour concrétiser cette idée. Dans ce sillage, elle a déclaré : «Le moment est propice pour une Assemblée constituante souveraine», tout en mettant en garde, si le projet venait à être lancé, contre la réédition du

scénario du lendemain de l'indépendance dont les erreurs ont fait payer un lourd tribut au pays. Lors de son intervention, Louisa Hanoune a soutenu que la crise sociale a un contenu «révolutionnaire» et «politique», car sinon pourquoi «a-t-on levé l'état d'urgence». Selon elle, le mouvement social est d'ordre politique et vise à ce que «l'échelle des valeurs soit respectée dans le pays», citant l'exemple de la contestation estudiantine. Elle reconnaît que ce qui se passe en Algérie est différent de la révolution tunisienne, bien que ce que revendiquent les Algériens à travers les catégories socioprofessionnelles est «cinquante fois plus important que ce qui est revendiqué ailleurs», soulignant que la forme d'expression de la révolte reste différente et propre à l'Algérie. La solution immédiate pour la porte-parole du PT c'est la convocation des élections générales anticipées, car «les institutions élues aujourd'hui ne sont pas reconnues ; preuve en est que toutes les contestations se passent devant la Présidence». Elle s'interrogera également «à quoi sert le Parlement en dehors d'engloutir de l'argent». Abordant le contexte politique régional, notamment la crise libyenne, Louisa Hanoune dira que l'enjeu «c'est le pétrole, le Pansahel et Africom» qui constituent à ses yeux un danger pour toute la région. Les dernières mesures prises par le gouvernement au lendemain des émeutes «provoquées» de l'huile et du sucre sont une preuve que «l'Etat est au service des barons» avant de tirer la sonnette d'alarme quant aux conséquences de «cette déréglementation généralisée». Le tamazight devrait avoir son propre secrétariat d'Etat qui s'occupera de sa promotion pour couper l'herbe sous le pied des aventuriers, a-t-elle déclaré à propos de cette langue qui attend d'être officialisée, tout en se félicitant de sa constitutionnalisation en tant que langue nationale, avant de tirer sur ceux qui prônent «l'autonomie et le séparatisme», rappelant qu'en avril 1980 on avait inscrit cette revendication linguistique dans le cadre d'un état Algérien uni et démocratique.

Hamid M.

## Code communal Le président du FNA confirme le rejet du projet

Le Front national algérien (FNA) a réitéré jeudi à Alger son appel au retrait du projet de code communal, indiquant avoir lancé une campagne en vue de recueillir les signatures des élus locaux nationaux pour une pétition contre ce projet de loi. Le FNA poursuivra son action pour le retrait du projet «qui confisque le pouvoir au peuple et la dignité aux élus», a indiqué le président du FNA Moussa Touati lors d'une conférence de presse, soulignant que son parti «a entamé la collecte de signatures des élus locaux en vue d'exprimer leur rejet du projet de loi communal». Cette campagne, prévue jusqu'à fin avril, «a permis la collecte de 1 000 signatures d'élus locaux des différentes wilayas du pays», a-t-il

précisé, affirmant que le FNA «saisira par la suite le Conseil constitutionnel pour se prononcer sur cette question». Au sujet de la situation prévalant sur la scène nationale, le président du FNA a rappelé les communiqués «d'avertissement» que son parti n'a cessé de publier depuis plusieurs années et faisant état de «l'effervescence du front social et de l'absence de perspectives politiques». Le FNA «ne peut que soutenir les différentes composantes du peuple algérien dans la revendication de leurs droits légitimes», a-t-il indiqué, appelant les autorités «à écouter la voix de la raison et à abandonner les prises de positions individuelles aux niveaux politique et médiatique et la fuite en avant».

T. G.

En attendant la réponse de la tutelle

# La grève des résidents continue

■ La grève illimitée des médecins résidents entame sa 3<sup>e</sup> semaine. Le retard de la tutelle à gérer la crise est déjà flagrant, du fait que les malades payent chaque jour les frais de cette «paralysie».

Par Yasmine Ayadi

La colère des blouses blanches n'est pas tombée et rentre dans sa troisième semaine de grève illimitée entamée depuis le 28 mars. En attendant une réaction convaincante de la part de la tutelle, les médecins résidents poursuivent leur action de protestation et de grève illimitée tout en menaçant d'abandonner même les gardes au cas où les réponses tardent encore à venir. Le Collectif autonome des médecins résidents (Camra) ne revient pas sur ses pas et compte maintenir davantage la pression pour faire aboutir les revendications socioprofessionnelles de la corporation des médecins résidents. De son côté, le ministre de la Santé même s'il se montre partant pour le dia-



Ph. &gt; Mehdi B.J./A.

logue, les commissions de son département chargées d'étudier les revendications ne semblent pas avoir la notion du temps vu le retard pris dans le règlement de la crise que connaît le secteur.

La situation s'avère délicate à résoudre depuis que le ministre de la Santé, a déclaré qu'«il n'a pas la prérogative de supprimer le service civil» alors que les médecins résidents grévistes ont classé ce point en tête de liste des doléances. Dans une seconde phase de protestation, les médecins ont voulu attirer l'at-

tention du président de la République à travers des sit-

inements qu'ils ont observés devant la Présidence à El Mouradia. La semaine dernière, les médecins résidents ont passé la nuit à la belle étoile devant le palais d'El Mouradia. Avec cette «nuit blanche» ils s'attendaient à une réaction du président de la République, mais en vain. C'est pourquoi le Collectif autonome des médecins résidents (Camra) a décidé de hausser le ton de la protestation. Si les responsables continuent encore à faire la sourde oreille, ils comptent aller de l'avant et abandonner les gardes s'ils n'obtiennent pas satisfaction, prochainement. Entre-temps, ce sont les malades qui sont pris en otage. Les médecins résidents sont déterminés à aller jusqu'au bout dans leur contestation et le département de la Santé prend du temps à les faire revenir à leur poste. Depuis l'enclenchement du

mouvement de la protestation au début du mois de mars, avec des journées de grève dans un premier temps et puis une grève illimitée, les hôpitaux fonctionnent au ralenti et les consultations comme les rendez-vous des interventions chirurgicales sont chaque jour reportés. La paralysie a touché l'ensemble des CHU du territoire national. Après plus de 40 jours d'agitation, les deux ministères concernés, à savoir la Santé et l'Enseignement supérieur, ne font pas preuve de gestion et de prise en charge des revendications des grévistes. Ces derniers maintiennent la pression et se mobilisent à travers un compte facebook créé spécialement pour ce mouvement de grève. Le compte a pour nom «Hôpitaux algériens, bienvenue en enfer» et dévoile les défaillances des hôpitaux sur plusieurs plans.

Y.A.

## Tamanrasset

### Arrestation d'un homme armé

Agissant sur renseignements parvenus aux services de police de la wilaya de Tamanrasset, faisant état de la présence d'un individu suspect, sillonnant le centre-ville de la wilaya, les policiers de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), lui ont tendu une souricière. Suite à laquelle il a été arrêté. Lors de la fouille, une arme automatique avec un chargeur garni de 4 balles, ont été retrouvés chez cette personne. Après interrogatoire, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un homme âgé de 42 ans, répondant aux initiales T.M., sans profession, qui s'est rendu dans la wilaya de Tamanrasset il y a peu de temps, fort probablement pour une mission toujours mystérieuse, mais seuls les services de sécurité détiennent de «précieuses» informations sur sa présence à Tamanrasset. On ignore, cependant, l'origine de cet homme, car il est fort probable qu'il s'agit d'un étranger. Selon une source généralement bien informée, l'homme arrêté pourrait avoir des liens avec Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), d'autant qu'il est étranger à la ville de Tamanrasset. Sa présence dans cette vaste ville algérienne, qui a coïncidé avec la visite du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, nécessite beaucoup d'interrogation. Selon notre source, l'homme a été présenté au parquet de justice de Tamanrasset, le 7 avril dernier, et a été placé sous mandat de dépôt. D'autre part, il est important de rappeler que les terroristes d'Al Qaïda au Maghreb islamique, ont déjà tenté d'assassiner le président Bouteflika le 7 septembre 2007. Ce jour-là, un terroriste appelé Abou Mokdad, kamikaze de 28 ans, avait été envoyé par le chef sanguinaire d'Aqmi, en l'occurrence, Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud, afin d'assassiner le président de la République. Fort heureuse-

ment, la vigilance des services de sécurité, appuyée par celle des citoyens, avait permis d'éviter le pire, mais cela n'a pas empêché, malheureusement, le kamikaze qui a pu, malgré cette vigilance, d'actionner sa ceinture explosive et de tuer 22 civils algériens. Abou Mokdad faisait partie d'un groupe terroriste actif depuis trois ans à l'Ouest du pays, mais qui a été contraint vu la répression de se déplacer à l'Est, vers Batna. Au-delà de son pseudonyme, l'identité réelle du terroriste n'est toujours pas connue de l'opinion publique. Certes, un test ADN a été fait par la police scientifique le jour de sa mise hors d'état nuire, mais son identité n'a pas été révélée par les services de sécurité. Par ailleurs, les terroristes d'Aqmi cherchent toujours à assassiner le président Bouteflika. C'est d'ailleurs l'«émir» national de cette organisation criminelle qui confirme cet objectif. La menace persiste toujours, car en face, Aqmi est en train de se reconstituer, d'autant plus que cette organisation terroriste a pu «récolter» des armes de guerre sophistiquées, en circulation en Libye.

Bénéficiant d'une complicité de certaines parties libyennes en conflit avec le colonel Kaddafi, Aqmi s'est dotée des RPG 7, des FN FAL, et probablement des missiles sol-air de production russe. La visite récente de Bouteflika dans la wilaya de Tamanrasset avait mobilisé plusieurs milliers de policiers, mais aussi des GGF étaient en veille pour surveiller cette vaste ville du désert algérien. Une région, où, rappelons-le, onze gendarmes avaient perdu la vie l'année passée, lors d'une embuscade meurtrière tendue par les «fous de Dieu». Une région également où les terroristes d'Aqmi avaient longtemps sévi, au début des années 2000. A l'époque, Amari Saïfi, alias El Para, était derrière l'enlèvement de 32 touristes européens dans cette région. Ce chef terroriste notoire, faut-il le rappeler, est aujourd'hui entre les mains des services de sécurité, après que le colonel Kaddafi l'ait transféré vers l'Algérie, après sa capture au Tchad, et ce, par des rebelles de l'Union des Forces de la Résistance (UFR).

Sofiane Abi

## Après un débrayage d'une journée — Algérie Poste reprend ses activités

Après un débrayage d'une journée, les travailleurs d'Algérie Poste reprennent le travail en attendant une réponse favorable à leur plate-forme de revendications. Il s'agit principalement de la révision de la grille des salaires, le paiement de la différence avec effet rétroactif, la rétribution de primes de rendement collective et individuelle et l'adoption d'un système de formation et d'avancement dans les grades. Sur le volet social, les protestataires demandent l'acquisition du logement de fonction, l'avantage de recruter les fils de postiers et la régularisation des postiers ayant un diplôme universitaire. Cette journée de grève est, selon les protestataires, un premier pas vers d'autres mouvements de protestation si les revendications ne sont pas satisfaites. «On n'a pas fait plus d'une journée de débrayage afin de ne pas pénaliser le citoyen mais cela ne veut pas dire qu'on ne pourra pas aller plus loin si nos revendications ne sont pas prises en charge», a indiqué un agent du bureau de la poste de Kouba. Dans la plate-forme envoyée au ministère de tutelle, les employés d'Algérie Poste regrettent qu'un système de formation ne soit pas mis en place depuis la séparation entre Algérie Poste et Algérie Télécom. «Il n'est pas possible pour une personne qui vient de débiter sa carrière de comprendre le travail sans passer par la formation. D'ailleurs, la formation du person-



Ph. &gt; Mehdi B.J./A.

nel est importante même pour les anciens afin d'être à jour avec le développement technologique de notre secteur», nous a expliqué un responsable des ressources humaines à Algérie Poste. Pour les protestataires, le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication se concentre sur Algérie Télécom et ignore Algérie Poste comme si cette dernière n'existait pas. Pour leur part, les citoyens sont soulagés du moment que cette grève n'a pas duré longtemps. «Ces agents de la poste sont au service du citoyen et s'ils prolongent leur grève toute la population sera touchée», indique un père de famille. Il est à noter que la grève des postiers a touché plusieurs régions du pays y compris la capitale. Ainsi, le taux de participation a été très satisfaisant selon les organisateurs.

Abla Selles

## Organisation de l'activité des taxis Un nouveau décret en cours d'élaboration

LE MINISTÈRE des Transports est en train d'élaborer un décret exécutif qui devrait réorganiser l'activité des taxis. Le décret qui se substituera à la loi en vigueur en la matière (1993) permettra de définir les droits et devoirs des chauffeurs de taxi, a souligné jeudi le ministre des Transports, Amar Tou, lors d'une session plénière de l'APN. Le ministre a souligné que l'élaboration de ce décret se faisait de concert avec les syndicats des chauffeurs de taxi en vue d'en faire un texte juridique efficace permettant la prise en charge des préoccupations du client et du chauffeur. Le transport des voyageurs par bus sera également réglementé par un nouveau décret. A une question d'un député sur «la mauvaise gestion du port d'Alger et l'engorgement de ce dernier», le ministre a souligné qu'il ne connaissait plus aucun engagement depuis l'entrée en vigueur de la décision ministérielle qui permet l'orientation de certains produits importés vers d'autres ports que celui d'Alger. Cette décision a permis de désengorger le port d'Alger après la réorientation des véhicules importés et des marchandises non contenues vers d'autres ports nationaux.

H. L.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines

## Moins de la moitié des foyers raccordés au gaz naturel

■ Après celle de l'électricité, le groupe Sonelgaz vient de s'engager dans la bataille du raccordement de la population au gaz naturel.

Par Hafid Mesbah

Ce produit qui facilite la vie des citoyens n'est désormais plus concentré au niveau des centres urbains, mais commence en effet à arriver dans les contrées les plus reculées du pays. Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, «le taux national d'approvisionnement au gaz naturel était de 45%», a-t-il précisé lors d'une séance plénière, consacrée aux questions orales, à l'Assemblée populaire nationale (APN). Etant de l'ordre de 37% en 2006, de 40% en 2007, la cadence d'avancement en termes de pénétration du gaz naturel est appréciable selon les spécialistes, car le gouvernement s'est fixé comme objectif qu'un foyer sur deux aura accès au gaz naturel en 2010. Ce taux est presque atteint et les ambitions du groupe Sonelgaz ne s'arrêteront pas là. D'ici à 2017, Sonelgaz compte réaliser pas moins de 74 761 kilomètres de réseau de distribution gaz. La longueur du réseau national de distribution

sera donc de près de 108 111 kilomètres et le nombre prévisionnel total d'abonnés au gaz passera ainsi de 2,4 millions en 2007 à 5 millions en 2017, soit une augmentation de plus de 2,6 millions, équivalant à un taux d'accroissement moyen de 7,56%. Ainsi, l'Algérie disposera à moyen terme d'un réseau gaz parmi les plus développés de la planète. Autrement dit, le taux de pénétration sera parmi les plus élevés au monde. Sonelgaz compte également comme méga-projet la réalisation de la grande rocade gazière du futur. Elle reliera les wilayas de Khenchela jusqu'à Sidi Bel-Abbès. Elle permettra de garantir et de sécuriser l'approvisionnement en gaz de la région des Hauts Plateaux qui couvre une vingtaine de wilayas. Le gazoduc de 28 pouces sera long de 509 kilomètres. Il reliera Khenchela -Batna- Barika-M'sila - Sidi Aïssa - Boughezoul ainsi que le tronçon Oued Tria jusqu'à Sidi Bel-Abbès. Le financement du projet estimé à 25 milliards de dinars est assuré à 85% par l'Etat et 15% par

Sonelgaz. Ces efforts que compte fournir Sonelgaz à moyen terme lui permettront à la fois de se développer, mais lui donnent les outils de répondre aux aspirations des citoyens qui s'intéressent à cette source d'énergie propre. Car le développement d'un réseau de distribution de gaz naturel qui couvrira le maximum de la demande nationale épargne à la population les difficultés qu'elle endure notamment en période hivernale mais contribue à protéger l'environnement. Ainsi, les populations qui occupent les montagnes, là où le froid est le plus dur coupent des arbres pour se réchauffer. Un acte certes justifié mais qui se fait au détriment de la nature. Outre la dimension économique et sociale que l'approvisionnement en gaz naturel apporte, cette action répond également à une certaine revendication des citoyens qui ne comprennent pas comment les pays de l'Union européenne puissent profiter de ce gaz en provenance de l'Algérie et pas certains Algériens.

H. M.

Université de Béjaïa

## Les étudiants exigent le départ du recteur

La Coordination locale des étudiants de l'université A. Mira de Béjaïa a dénoncé dans une conférence hier au Campus de Tharga Ouzemour «la gestion arbitraire et autoritaire de l'université» par le recteur. Les conférenciers ne veulent rien savoir et ne souhaitent que le départ du recteur et son remplacement par un nouveau qui puisse communiquer avec les étudiants. La CLE est allée jusqu'à conditionner le retour à la normale de l'université par le départ et uniquement son départ, l'accusant de vouloir pousser au pourrissement après les rumeurs distillées sur des poursuites judiciaires engagées contre 11 de leurs camarades dont la plupart n'étaient pas sur les lieux au moment de l'incendie des bureaux du rectorat la semaine passée. Environ 80 étudiants encourrent des poursuites judiciaires, précise-t-on. Les étudiants ont regretté la tournure de la situation, indiquant que le jour de l'incident, «ils allaient se réunir pour décider d'une reprise des cours et élaborer un planning pour les examens, alors que le recteur et ses agents de sécurité sont intervenus pour agresser un des nôtres», disent-ils. Au cours de la conférence tenue, faut-il le souligner, en marge d'un rassemblement de blocage du rectorat en vue d'empêcher la tenue du conseil de discipline qui devait se tenir au même moment, les conférenciers n'ont pas manqué de réitérer la satisfaction totale de leurs revendications et la



poursuite de leur mouvement de protestation par la tenue de sit-in et marches mais avec le retour aux amphithéâtres pour ne pas accuser un grand retard dans les programmes non sans nuancer qu'ils ne craignent pas l'année blanche si leurs revendications nécessitent un tel sacrifice. Les étudiants n'ont pas manqué de préciser qu'ils vont bloquer le rectorat autant qu'il faudra pour aboutir à ce qu'ils demandent dans la plateforme dans laquelle sont énumérées des revendications socio-pédagogiques. Enfin, ils réclament la levée des poursuites judiciaires et sanctions disciplinaires qui pèsent sur leurs camarades, condition sine qua non pour tout apaisement. De leur côté, les ensei-

gnants se sont exprimés à travers une déclaration dans laquelle ils apportent leur soutien aux étudiants allant jusqu'à réclamer «un changement» allusion faite à un «départ» du recteur avant d'exiger «l'annulation des poursuites et la mise en place d'une commission d'enquête indépendante». Les enseignants qui envisagent de tenir un rassemblement mardi devant le rectorat se disent «conscients des dangers qui guettent notre université, un changement serein de notre établissement est indispensable, et nous restons convaincus que le salut de l'université passe par la consécration du principe de gestion démocratique».

Hocine Cherfa



Ph. > E. Soraya/J. A.

## Djezzy organise une soirée pour le gratin des entreprises de l'Ouest

POUR SUIVANT sa série de célébration de ses clients, Djezzy a organisé dans un palace d'Oran une très belle fête qui a réuni le gratin des chefs d'entreprise de cette région.

Cette soirée corporate a commencé par les discours des principaux responsables commerciaux de Djezzy qui ont remercié les invités pour leur confiance et leur fidélité au leader de la téléphonie mobile en Algérie. Il faut préciser que sur le plan des offres entreprises en Algérie, Djezzy fait figure de pionnier dans la mesure où ses premières offres remontent à 2002. Ces offres avaient contribué, dans le volet communication, au processus de mise à niveau et de modernisation de l'entreprise algérienne.

La fidélité des clients entreprise s'explique par la capacité de Djezzy à répondre à leurs vrais besoins avec des offres inédites et ciblées. Ainsi en est-il de La solution Crédit flotte qui est la réponse idéale pour toute entreprise soucieuse de contrôler son budget de communication mobile.

Cette solution permet au Telecom Manager de recevoir la totalité du montant de l'abonnement sur son compte et d'attribuer des crédits à chaque employé, selon son besoin, et à tout moment, ce qui lui offre une grande flexibilité dans la gestion des dépenses en matière de téléphonie mobile de ses collaborateurs. Il y a aussi les incontournables forfaits business et business control, très appréciés par beaucoup d'entreprises.

Cette soirée réussie sur tous les plans a permis aux responsables commerciaux de Djezzy de discuter à bâtons rompus avec les chefs d'entreprise invités qui ont réitéré à cette occasion leur fidélité à Djezzy.

Communiqué

Le parquet de Sidi M'hamed requiert dix ans de prison

## Deux ex-P-DG du port d'Alger face au juge

■ Le président du tribunal de première instance de Sidi M'hamed (Alger) a décidé vendredi l'ajournement du jugement dans l'affaire des deux ex-présidents-directeurs généraux du port d'Alger, Farrah Ali et Bourouai Abdelhak au 27 avril.

Par Faten H.

**D**ix prévenus, dont les deux ex-P-DG, sont poursuivis dans cette affaire pour association de malfaiteurs et conclusion d'un contrat en violation des dispositions de la loi et de la réglementation pour l'octroi d'avantages injustifiés à autrui. Le procureur de la République près de la même instance avait requis jeudi des peines de dix ans de prison ferme contre les dix prévenus. Selon l'ar-

rêt de renvoi, les faits remontent à 2010 lorsque l'ex-P-DG du port d'Alger, Ali Farrah, son successeur Bourouai Abdelhak ainsi que nombre de fonctionnaires de cet établissement, ont été arrêtés pour opérations de manutention concédées à des entreprises privées de transport de marchandises. L'affaire a éclaté suite à une plainte déposée par le propriétaire d'une société privée de transport qui a reçu des mises en demeure pour faire sortir son matériel du port. La plainte porte sur la ges-



tion douteuse du port, la dilapidation des fonds publics et des sociétés privées qui travaillent illégalement avec des autorisations obtenues contre des pots-de-vin. Interrogé sur ces sociétés qui agissent au sein du port sans autorisation légale, l'ex-P-DG, principal accusé dans l'affaire, a précisé

que le port avait bénéficié, suite à l'ouverture sur le marché extérieur, de matériels et de mécanismes modernes en matière de chargement et de déchargement des navires qui accostent au port d'Alger. Il a également indiqué que son administration avait fait face à une demande croissante et

incessante des conteneurs, ce qui l'avait incité à autoriser aux sociétés privées le chargement au niveau du port. Toutefois, les investigations ont établi que la plupart des équipements de chargement et de déchargement ne répondaient pas aux conditions requises. **F. H.**

Cour d'Alger

## Deux ex-détenus de Guantanamo acquittés

**L**e tribunal criminel près la cour d'Alger a prononcé jeudi l'acquiescement au profit de Hamlili Adel Amine Tayeb et Zemiri Ahcène, anciens détenus de la prison de Guantanamo pour appartenance à un groupe terroriste activant à l'étranger. Le prévenu Hamlili Adel Amine Tayeb avait, selon l'arrêt de renvoi, avoué tout au long des étapes de l'enquête s'être rendu en 1989 en Afghanistan pour combattre l'armée russe en Tchétchénie avant de rejoindre en 1995 l'organisation du Kalifat islamique dans ce pays. Après les événements du 11 septembre 2001, il est arrêté, selon ses aveux, par les forces américaines et transféré en 2004 à la prison de Guantanamo à Cuba. Il a séjourné en prison six ans et fut jugé chaque année par un tribunal militaire et condamné chaque fois à un an de prison ferme en tant qu'ennemi combattant contre les forces américaines. Lors de l'audience, le prévenu Hamlili a nié son adhésion à toute organisation terroriste avouant avoir hébergé, chez lui au Pakistan, le terroriste Abou Imad El-Maghribi en compagnie de son épouse venue d'Angleterre sans connaître la nature de son activité. Le prévenu Zemiri Ahcène (44 ans) a reconnu pour sa part qu'il résidait avec son épouse au Canada en tant que réfugié politique où il a fait l'objet d'intimidations des services de sécurité canadiens en raison de sa relation avec le terroriste Ahmed Ressaym impliqué dans l'attentat manqué contre l'aéroport de Los Angeles (Etats-Unis). Il a indiqué que ces pressions l'avaient contraint à se rendre en Afghanistan. En 2002, il fut arrêté dans une embuscade dressée par les forces américaines dans la région de Tora Bora en Afghanistan au moment où il tentait de passer au Pakistan. Il fut transféré immédiatement à la prison de Guantanamo. Lors de l'audience, Zemiri a nié toute adhésion à une organisation terroriste. Il a toutefois reconnu avoir été en relation avec Ahmed Ressaym et Fateh Kamel (impliqués dans les attentats de St-Michel) sans être pour autant au courant de leurs activités terroristes. En 2003, a-t-il ajouté, il a été accusé par les services de sécurité américains d'avoir porté main forte à Ahmed Ressaym en lui fournissant des aides financières et en planifiant avec lui un hold-up contre une banque à Montréal (Canada). En détention à Guantanamo, il a été jugé par un tribunal militaire et condamné à chaque fois à un an de prison ferme en tant qu'ennemi des forces américaines. Le parquet avait requis une peine de dix ans de prison ferme contre les prévenus assortie d'une amende de 500 000 DA.



**K. B.**

Enlèvement de touristes allemands

## Le procès reporté à la prochaine session pénale

**L**e tribunal criminel près la cour d'Alger a reporté jeudi à la prochaine session criminelle le procès des prévenus Farrah Omar et Aïssani Yacine, poursuivis pour appartenance à un groupe terroriste, homicide volontaire et enlèvement de touristes allemands. Le président du tribunal, le juge Bakri Boualem, a décidé de reporter cette affaire suite à l'appel de la défense concernant la présence de Saïfi Ammari, alias «Abderrazak El Para» pour être jugé en tant qu'«accusé» dans cette affaire. Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Tayeb Belaïz, avait confirmé récemment le placement «sous mandat de dépôt» de Abderrazak «El Para», conformément aux dispositions de l'ordonnance présidentielle portant levée de l'état d'urgence. «Son affaire est désormais entre les

«mains de la justice», avait-il précisé. Selon la défense, les deux prévenus sont poursuivis pour participation à plusieurs opérations terroristes (actes de destruction, assassinats et embuscades) contre les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité. Ils ont par ailleurs participé, avec Ammari Saïfi, à l'embuscade dressée dans la région d'Illizi contre les propriétaires de sociétés implantées dans le sud du pays, au cours de laquelle les terroristes ont enlevé plusieurs ressortissants étrangers et se sont emparés de sommes d'argent en euro. Les deux prévenus ont également participé, selon la même source, à des opérations de demande de rançon et d'achat d'armes. **T. K.**

Maison d'arrêt d'Oran

## Journée sportive et culturelle pour les détenus

**U**ne journée sportive et culturelle a été organisée jeudi à la maison d'arrêt d'Oran, dans le cadre de la réinsertion des détenus. Cette initiative de l'association sportive «la Radiouse» à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir «Youm El Ilm» a eu le mérite de créer de l'animation au sein de cet établissement carcéral, dans une ambiance conviviale et chaleureuse. Le programme de cette journée sportive et culturelle a été marqué par un concours de culture générale destiné aux détenus, suivi d'un spectacle de variétés musicales et de sketches animé par la comédienne Bakhta. En outre, une rencontre de football a opposé une équipe de la presse sportive à une sélection du personnel de la Maison d'arrêt. Un match gala a eu lieu également entre une équipe de détenus et celle d'anciens internationaux, dont Lakhdar

Belloumi, Fodil Megharia, Mustapha Kouici, Mohamed Kaci Saïd, Mourad Meziane, Haddou Moulay, dirigée par l'ex-arbitre international Mohamed Hansal. De jeunes détenus se sont déclarés émus et très heureux de retrouver, à travers ce contact, un brin de liberté et de chaleur. Cette manifestation sportive et culturelle a été clôturée par une cérémonie de remise de cadeaux aux détenus ayant amélioré leur niveau scolaire et ceux ayant fait preuve de bonne conduite, en présence des autorités locales, de joueurs de la glorieuse équipe du FLN et ceux de l'actuel MCO. Le directeur de l'établissement pénitentiaire s'est félicité, dans une déclaration à l'APS, de cette initiative qui a fait le «bonheur des détenus» et qui prouve une fois de plus «l'intérêt qu'accorde la société algérienne à la réinsertion de ces détenus». **O. B.**

## Wilaya de M'sila

## De grosses sommes injectées dans l'urbanisation

■ Le ministre de l'Habitat et de l'urbanisme, Nouredine Moussa a affirmé jeudi à Alger, qu'un montant de 7,4 milliards de DA a été consacré à l'urbanisation de la wilaya de M'sila lors des dix dernières années.

Par Safy G.

**M.** Moussa qui répondait à une question d'un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance consacrée aux questions orales, a indiqué que la wilaya de M'sila a bénéficié en 2010 d'un budget de 700 millions de DA destiné à l'urbanisation venu s'ajouter à plus de 6 milliards de DA au titre du programme quinquennal 2005-2009.

Il a précisé que 240 programmes d'urbanisation ont été enregistrés à M'sila à décembre 2010, affirmant que le taux de lancement des projets inscrits

est de 72%, soit 201 sites urbanistiques. D'autre part, M. Moussa a tenu à dire que le rythme des travaux «s'est amélioré et sera appelé à s'améliorer davantage», rappelant que la réalisation des programmes d'urbanisation nécessite du temps et dépasse parfois une année (élaboration des études, inscription, préparation des cahiers des charges, lancement des appels d'offres).

Le rythme des travaux est tributaire aussi des moyens dont disposent les sociétés en charge de la réalisation des projets, a-t-il encore dit.

«Le délai de réalisation des projets a été prorogé pour nombre de sites du fait de la



La Kalaa, symbole de la région

complexité des travaux due à l'encombrement des canalisations souterraines», a tenu à ajouter le ministre de l'Habitat. Concernant les habitations pré-

caires dans certaines communes de la wilaya de Boumerdès, il a souligné que 72% des projets de réalisation de logements dans les communes de Isser et Corso

ont été entamés. La commune de Corso, a-t-il rappelé, a bénéficié d'un programme pour la réalisation de 253 logements alors que celle de Isser d'un programme de 220 unités. A Boumerdès, 6 860 habitations précaires «seront éliminées de façon progressive», a soutenu M. Moussa ajoutant que le nombre des logements en cours de réalisation jusqu'au premier trimestre 2011 était de 3 770.

Il a rappelé enfin le nouveau programme de 400 000 unités de logement à caractère socio-locatif d'ici à 2014 pour l'élimination des habitations précaires.

Safy G.

## Entre Dellys et Tizirt

## La réhabilitation de la route bientôt achevée

**L**a réhabilitation de la RN 24 sur son tronçon situé entre les limites administratives de Tizi Ouzou et Boumerdès est en voie d'achèvement. C'est ce qui ressort de la visite d'inspection dudit chantier effectuée jeudi par les autorités de la wilaya.

En effet, la délégation conduite par le wali de Tizi Ouzou s'est rendue dans la zone et a eu à parcourir ce tronçon sur près d'une dizaine de kilomètres situé à Mazer et le lieu dit «Treizième» à quelques encablures des

villes de Tizirt à l'Est et de Dellys à l'Ouest. Les travaux de gabionnage, de désherbage et de bitumage entamés depuis le 28 mars dernier, soit le lendemain de la décision de sa réouverture après plus de 15 années de fermeture en raison de l'insécurité terroriste, avancent «convenablement» et un taux d'avancement dépasse les 90 %. Pour les besoins de la sécurisation du tronçon en question, on a appris que trois nouveaux postes de surveillance seront créés avant

son ouverture effective au trafic routier bien que de nombreux usagers de la route commencent déjà à l'emprunter.

En somme, tout porte à croire que cette liaison reprendra vie avant le début de la saison estivale, au grand bonheur des habitants de la région et des estivants qui pourront désormais rallier la capitale depuis l'est du pays par le littoral sans aucun détour loin de la mer méditerranéenne.

Hamid M.

## Raccordement au gaz naturel

## De nouvelles ambitions pour Béjaïa

**L**es prévisions tablant sur le branchement de 50 000 nouveaux foyers au gaz naturel à l'horizon 2014 ont été revues à la hausse par la direction de wilaya de l'énergie et des mines, qui table désormais, à la lumière de récentes expertises sur la possibilité, d'y réaliser la connexion de 80 000 foyers, a annoncé son directeur, Belaïd Akrouf.

Cette nouvelle ambition, rendue possible du fait de l'effort de l'entreprise Sonelgaz, qui a mobilisé les instruments de réalisation correspondants, reste cependant tributaire de l'influence du phénomène des oppositions des riverains, selon lui.

«Les entraves en l'espèce se réduisent, la confiance est de mise pour réaliser le programme tracé», affirme cependant M. Akrouf, qui met surtout en évidence, le poids de ce phénomène sur le transport du gaz, qui en beaucoup d'endroits, subit une franche contrariété.

Le cas le plus éloquent étant celui du réseau de distribution public (DP) Souk-El-tenine-Melbou, à 25 km à l'Est de Béjaïa, achevé depuis deux ans mais qui peine à se mettre en service à cause des oppositions survenues sur l'itinéraire. Motif invoqué : la nature du terrain, supposé glissant, donc en état



de générer des effets pernicieux sur la conduite.

Afin de tranquilliser les riverains, la Sonelgaz a dû engager un bureau d'expertise étranger qui a conclu à la faisabilité du projet, jugé porteur d'aucun danger mais en vain, a-t-il déploré, expliquant que pour davantage de sécurisation, il a été recommandé aux entreprises réalisatrices, de travailler manuellement sans engins, mais sans résultat également.

«Des associatifs continuent à opposer leur refus», a-t-il déploré. Pour lever cette contrainte, M. Akrouf n'écarte pas l'éventua-

lité de recourir, en invoquant la loi, à la force publique. «On ne

veut pas en arriver là. On veut privilégier la concertation et le dialogue, en espérant que nos interlocuteurs deviennent nos partenaires pour le bien de la région», a-t-il dit, soulignant que de nombreuses variantes de substitution ont été examinées, mais sans succès, à cause notamment de la rugosité du relief. La wilaya de Béjaïa est le centre d'un important programme de rattrapage, visant à la mettre à niveau, en raison de son retard en la matière. Un lot de 20 000 branchements y sont en cours de réalisation et à terme, en 2014, l'objectif vise à connecter 70% des foyers de la wilaya contre 26% actuellement.

O. N.

TADMAIT  
Un terroriste abattu

**LES ÉLÉMENTS** de l'ANP ont, en fin d'après-midi de mercredi dernier, mis hors d'état de nuire un terroriste au village Hidoussa dans la commune de Tadmaït (20 km à l'ouest de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris de sources sécuritaires. Une arme de type kalachnikov a été récupérée par les forces de sécurité à l'issue de cette opération antiterroriste. Alors que le corps de ce terroriste a été déposé à la morgue du CHU de Tizi Ouzou pour indetification. Selon toujours nos sources, le terroriste faisait partie du groupe armé accroché en début d'après-midi de mercredi par les forces de sécurité stationnées dans cette zone située en plein massif forestier de Sidi Ali Bounab.

H.M.

Mascara  
1 000 familles  
logées en moins  
de deux mois

**PLUS** de 990 familles résidant dans dix-sept communes, ont bénéficié de nouveaux logements sociaux locatifs en l'espace de moins de deux mois dans la wilaya de Mascara, a fait savoir jeudi le wali.

Le même responsable a indiqué, à cet égard, que 174 familles ont reçu mercredi les clés de leurs logements dans les communes de Tighennif, Matmore et Oued El Abtal. Le nombre de bénéficiaires de ce type de logements a atteint depuis le mois de mars dernier le chiffre de 994 familles, dont 219 ont bénéficié de logements neufs dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire.

Les services concernés ont procédé, lors des opérations de relogement, à la démolition des habitations évacuées.

Le wali a expliqué, par ailleurs, que ces nouveaux logements attribués également aux familles à faible revenu, ont été réalisés dans le cadre du plan quinquennal 2005-2009.

L. O.



## Ghaza

# Un militant italien enlevé et assassiné

solidarity mouvement (ISM), a été étranglé et deux de ses ravisseurs présumés ont été arrêtés, selon un

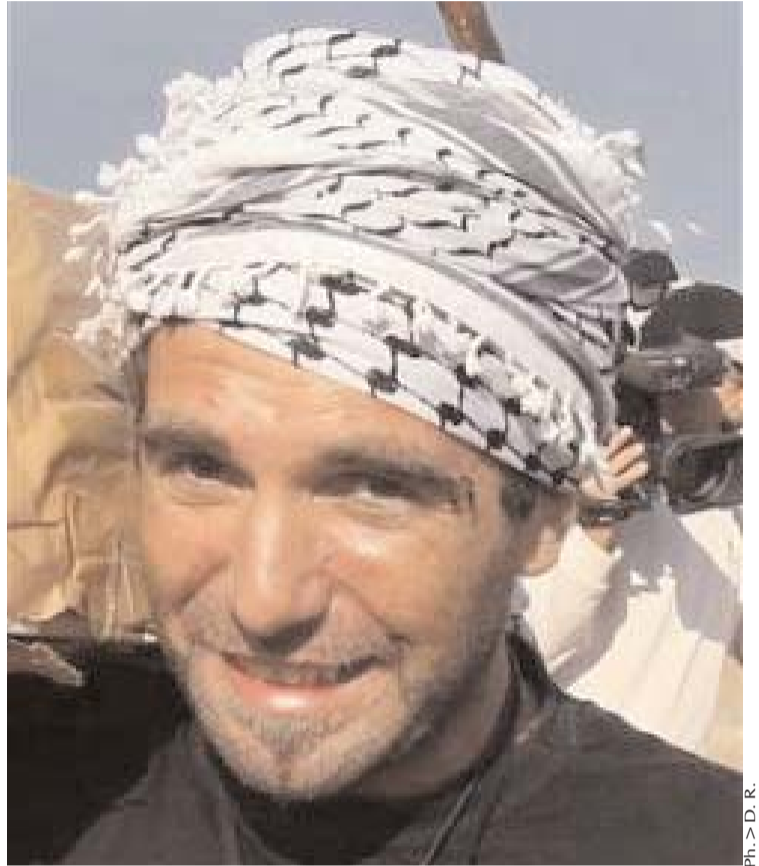
appelé la population à exprimer sa réprobation lors d'une manifestation à Ghaza-ville hier en début d'après-

■ *Un militant pacifiste pro-palestinien, italien, enlevé par un groupe salafiste à Ghaza a été assassiné par ses ravisseurs, a annoncé hier le Hamas, qui a promis de «traquer» les auteurs de ce «crime atroce», inédit dans le territoire palestinien autonome.*

La famille et les proches de Vittorio Arragoni sont «bouleversés», a indiqué à l'AFP l'une de ses amies, qui a annoncé l'organisation de rassemblements à sa mémoire hier en Italie. «Les personnes qui étaient proches de lui, comme moi, sont bouleversées et écrasées par la douleur», a déclaré par téléphone Maria Elena Delia. «Nous voulons continuer à mener des actions qui puissent maintenir l'attention sur les problèmes défendus par Vittorio, comme les droits de l'homme des Palestiniens. Nous continuerons à transmettre son message», a encore déclaré Maria Elena Delia. Interrogé sur l'éventuelle venue à Ghaza de membres de sa famille, elle a répondu : «Sa famille a l'intention de rester ici en Italie, ils sont très épuisés, très fatigués». «Je suis très affligée et surprise qu'une chose de ce genre se soit passée à cause de ses activités là-bas : Vittorio ne se mettait jamais dans une situation dangereuse», a déclaré la mère de Vittorio Arragoni, Egidia Beretta. «Des amis à lui m'ont téléphoné de Ghaza et ils m'ont dit que Vittorio se trouvait maintenant dans un hôpital local et que beaucoup de citoyens de Ghaza sont très secoués par la mort de Vittorio», a-t-elle ajouté. Le corps de Vittorio Arragoni, 36 ans, a été retrouvé quelques heures après l'annonce de son enlèvement, le premier d'un étranger à Ghaza depuis que le mouvement islamiste Hamas a pris le contrôle du territoire en juin 2007. Il a été découvert dans un quartier du nord-ouest de la ville de Ghaza, selon les services de sécurité du Hamas, qui en ont interdit l'accès aux médias. L'otage italien, journaliste, écrivain et militant du mouvement pacifiste pro-palestinien International

porte-parole des services de sécurité. «Le gouvernement condamne ce crime atroce qui ne reflète pas nos valeurs, notre religion, nos coutumes et traditions, et affirme qu'il va traquer le reste des membres du groupe et appliquera la loi» à leur rencontre, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab al-Ghoussein. Le meurtre a été condamné par le mouvement radical Jihad Islamique, dans un communiqué, et par l'Autorité palestinienne, qui a dénoncé un «crime odieux». Rome a dénoncé de son côté «le meurtre barbare, le qualifiant de geste de violence vil et insensé». L'ISM, «sous le choc», a déploré un acte «commis par des forcés agissant contre la volonté du peuple» palestinien, mais n'a pas décidé pour l'heure d'évacuer ses militants de Ghaza. Une fondatrice de ce mouvement, Houwada Arraf, a précisé qu'Arragoni séjournait à Ghaza depuis août 2008. Il «avait été arrêté par l'armée israélienne en accompagnant des pêcheurs de Ghaza, incarcéré et banni, mais était retourné à Ghaza par la suite». «De tous les militants d'ISM à Ghaza, c'est lui qui était resté le plus longtemps. Il était très connu, vivant au sein du peuple», a-t-elle ajouté. Les forces de sécurité ont rapidement identifié un «membre du groupe qui a livré les autres membres et montré l'endroit où se trouvait le militant», a ajouté le porte-parole du Hamas. Elles «ont trouvé le corps de l'otage tué depuis plusieurs heures d'une façon atroce selon le rapport du médecin légiste», a-t-il poursuivi. «Les premières constatations indiquent l'intention des ravisseurs de tuer, étant donné qu'il a été assassiné peu de temps après l'enlèvement», a-t-il insisté. Le Hamas a

midi. Des militants salafistes avaient annoncé jeudi soir avoir enlevé Vittorio Arragoni, menaçant de le tuer à l'expiration d'un ultimatum pour la libération de leurs camarades détenus par le Hamas, notamment le chef du groupe salafiste Tawhid wa al-Jihad, arrêté en mars. «Nous demandons au gouvernement de (Ismail) Haniyeh de relâcher tous nos prisonniers, à commencer par cheikh Hicham al-Soueïdani. Si vous ne répondez pas (...) dans les 30 heures à compter de 11h00 (08h00 GMT) le 14 avril, nous exécuterons le prisonnier», affirmaient-ils dans une vidéo diffusée sur YouTube. On y voyait un otage masqué et au visage contusionné, et les ravisseurs se réclamaient d'un groupe jusqu'alors inconnu. Les groupes palestiniens de Ghaza se définissant comme «salafistes» comptent plusieurs centaines de membres, selon leurs dirigeants.



Ph. &gt; D. R.

## Pakistan

## Les deux Français arrêtés pour terrorisme ont une vingtaine d'années

Les deux Français arrêtés il y a plus de deux mois au Pakistan, et soupçonnés d'être liés à l'organisateur présumé des sanglants attentats de Bali en 2002, ont une vingtaine d'années et sont originaires de la région parisienne, selon des sources proches de l'enquête. Prénommés Zoab et Sharaf, les deux hommes ont été interpellés fin janvier ou début février à Lahore, la grande métropole de l'Est, alors qu'ils se trouvaient depuis quelque temps dans le pays, ont indiqué hier à l'AFP des sources de sécurité pakistanaïses sous couvert de l'anonymat. Inconnus des services antiterroristes avant leur arrestation, ils ont selon les sources pakistanaïses entre 19 et 22 ans et viennent de la région parisienne, où sont installées leurs familles, originaires du Maroc pour l'un, du Pakistan pour l'autre. L'ambassade de France à Islamabad avait confirmé jeudi avoir été informée par les autorités pakistanaïses de leurs arrestations, et précisé que la France avait demandé un accès consulaire à ses deux ressortissants. Les deux jeunes Français ont été arrêtés sur la base d'informations recueillies auprès d'un «insurgé islamiste» appartenant à un «groupe terroriste» et arrêté peu auparavant, selon l'une des sources pakistanaïses. Umar Patek, un Indonésien de 41 ans arrêté récemment au Pakistan, est soupçonné d'être l'un des organisateurs des attentats qui avaient tué 202 personnes, dont de nombreux touristes étrangers, le 2 octobre 2002 à Bali, l'attaque terroriste la plus meurtrière jamais perpétrée en Indonésie. L'ambassade de France à Islamabad a souligné hier que les deux Français «avaient à peine une dizaine d'années» en 2002, et que les enquêteurs français qui travaillent sur leurs cas ne faisaient donc «pas le lien» avec cet attentat attribué à la Jemaah Islamiyah (JI), un réseau clandestin luttant pour la création d'un Etat islamique en Asie du Sud-Est. Les États-

Unis avaient offert une récompense d'un million de dollars pour l'arrestation de Patek, qui aurait séjourné à plusieurs reprises dans le sud des Philippines, où sont implantées des organisations rebelles islamistes. Trois militants islamistes ont été exécutés en novembre 2008 pour leur participation aux attentats de Bali. Le «cerveau» présumé de l'attaque, le Malaisien Noordin Mohammed Top, a été tué au cours d'un raid policier en 2009. Le Pakistan est en proie depuis près de quatre ans à une vague d'attentats terroristes menés notamment par le Mouvement des talibans du Pakistan (TTP), allié à Al-Qaïda et qui a décrété à l'été 2007 le jihad (guerre sainte) à Islamabad pour son soutien à la «guerre contre le terrorisme» de Washington. Selon

des sources françaises, plusieurs dizaines de jihadistes français s'entraînaient au Pakistan dans les camps d'Al Qaïda, situés notamment dans les très peu accessibles zones tribales du nord-ouest frontalières de l'Afghanistan, bastions du TTP et d'Al Qaïda. Mais la nébuleuse islamiste est également très présente dans la région de Lahore, où sont implantés nombre de groupes armés liés notamment à la rébellion anti indienne du Cachemire. Les liens entre ces divers réseaux jihadistes se sont renforcés depuis trois ans et le sanglant assaut (100 morts) de l'armée pakistanaïse contre la Mosquée Rouge d'Islamabad en juillet 2007 alors qu'elle était occupée par des centaines d'étudiants islamistes.

## Burkina Faso

## Le président Compaoré face à la contestation de sa propre garde

Le chef de l'Etat burkinabè Blaise Compaoré, qui résiste depuis février à des mouvements de colère multiples, dont ceux de soldats, était confronté hier à une nouvelle mutinerie de sa propre garde présidentielle qui s'est étendue à d'autres militaires. La mutinerie a débuté jeudi soir dans deux casernes de la capitale, dont l'une dans l'enceinte de la résidence à Ouagadougou de Compaoré – un ancien militaire au pouvoir depuis 24 ans. Le président s'est rendu pendant quelques heures à Ziniaré, sa ville d'origine, à une trentaine de km au nord, avant de revenir à son palais hier matin. Des dizaines de soldats de la garde présidentielle sont descendus dans les rues, tirant en l'air, pillant de nombreux magasins du centre-ville. Ils ont également incendié le domicile du général Gilbert Diendié, chef d'état-major particulier de Blaise Compaoré, ainsi que celui de deux autres officiers, a constaté un journaliste de l'AFP. La mutinerie s'est étendue hier matin à trois autres casernes de Ouagadougou : le camp Guillaume Ouédraogo, un des plus importants de la ville, ainsi que les casernes Sangoulé Lamizana et «11-78». Des discussions étaient en cours entre la hiérarchie et les mutins, selon les deux parties. Les tirs à l'arme légère puis à l'arme lourde qui ont résonné jusqu'à l'aube n'étaient plus entendus en milieu de matinée. La plupart des services publics, beaucoup de sociétés privées (banques, assurances...) et les stations-service étaient fermés à Ouagadougou, où la circulation était moins dense qu'à l'accoutumée. Dans la rue, certains militaires armés s'emparaient de véhicules civils, surtout des picks-ups, a constaté le journaliste de l'AFP. Cette grogne survient après des mouvements, fin mars, de militaires en colère qui protestaient contre la condamnation et l'emprisonnement de certains de leurs camarades inculpés dans des affaires de meurtres et de viols.



## POINTS CHAUDS

## Concordance

Par Fouzia Mahmoudi

Cela a pris plusieurs dizaines d'années aux Palestiniens pour apparaître enfin aux yeux du monde pour ce qu'ils sont vraiment, les victimes d'une situation d'une injustice infinie. Car si l'opinion internationale leur est aujourd'hui largement favorable, il n'en a pas toujours été le cas, loin de là. Durant des décennies ils ont été considérés comme des terroristes sanguinaires, tandis que les Israéliens étaient vus comme des martyrs. Une perception des choses qui a commencé à changer doucement et progressivement à partir du début de la seconde Intifada durant laquelle l'armée israélienne a déployé des moyens militaires totalement disproportionnés, comparés au faible attrail des Palestiniens. De plus, l'arrêt des attentats palestiniens en Israël ces dernières années n'a fait que mettre en évidence la brutalité extrême des Israéliens qui n'hésitent pas à bombarder des cibles civiles à Ghaza, occasionnant toujours plus de morts. La sympathie qu'a commencé à éprouver l'opinion publique internationale pour les Palestiniens s'est rapidement étendue à leur cause et aujourd'hui la question que tout le monde se pose est de savoir pourquoi le peuple palestinien est injustement privé d'Etat. Une question qui se fait de plus en plus insistante et qui connaît une adhésion grandissante. Et au-delà des opinions publiques, notamment en Occident, c'est au tour des Etats d'être touchés par les conditions de vie du peuple palestinien. C'est ainsi que ces derniers mois, de nombreux pays d'Amérique latine, et non des moindres, en l'occurrence l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay ou encore la Bolivie, ont tous procédé à la reconnaissance officielle de l'Etat palestinien dans les limites de la «ligne verte» qui est la frontière délimitée par l'armistice de 1948 entre Israël et les Palestiniens. Une avancée considérable qui est un pas colossal vers une possible reconnaissance de l'Etat palestinien par le Conseil de sécurité de l'ONU. Mais toutes ces possibilités ne seront effectives que si les Palestiniens bénéficient toujours de la sympathie collective et s'ils démontrent leur bonne foi et leur volonté d'accéder à la paix. Or, l'assassinat d'un activiste pro-palestinien vendredi dernier ne va pas dans ce sens. Bien que le timing semble parfait et plus avantageux pour les Israéliens qui n'auraient pu rêver mieux pour entraver la route des Palestiniens, cet assassinat, inédit dans les territoires palestiniens, tombe à point nommé pour l'Etat hébreu.

F.M.



## Constantine

# Tournage d'un documentaire sur la vie de Benbadis

■ La vie et l'œuvre de cheikh Abdelhamid Benbadis, pionnier du mouvement réformiste en Algérie, feront l'objet d'un documentaire dont le tournage débutera en mai prochain à Constantine, a indiqué son réalisateur, Abdelbaki Sellai.

Par Racim G.

Une entreprise privée produira ce documentaire, dont le réalisateur sera assisté par Yazid Aït Djoudi, auteur d'un documentaire sur la star du football national, Rabah Madjer, projeté en janvier dernier à la salle Ibn Zeydoun de Riadh el Feth (Alger).

M. Sellai, qui se trouve pour quelques jours à Mila, sa région natale, a affirmé que son film, d'une durée de 52 minutes, est un «docu-dramatique» qui mettra en exergue, selon lui, l'action de

Benbadis et d'autres personnalités religieuses algériennes, notamment durant la célébration du centenaire de la colonisation en 1930, suivie une année plus tard par la création de l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA).

Selon le réalisateur, l'importance historique de Benbadis a été d'avoir «affirmé la personnalité algérienne face à l'extension culturelle occidentale à la faveur de la colonisation et la menace d'assimilation».

Les promoteurs du film comptent associer à sa réalisation des Oulémas arabes, «pour souligner



la dimension universelle et musulmane de l'action du cheikh Benbadis».

M. Sellai a en projet des documentaires sur d'autres personnalités ayant marqué l'histoire contemporaine de l'Algérie, à l'instar de l'Emir Abdelkader, Houari Boumediene et

Mohamed Boudiaf, a-t-il révélé.

L'Algérie célèbre cette année le 71<sup>e</sup> anniversaire de la mort de cheikh Abdelhamid Benbadis, le 16 avril 1940, une célébration qui coïncide avec la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011».

R. G.

## Djemora (Biskra) Découverte de vestiges archéologiques

DES PIERRES gravées d'inscriptions et de dessins viennent d'être découvertes dans la région de Kasr Ettouam (le palais des jumeaux), près de la localité de Djemora (35 km au nord de Biskra), a indiqué jeudi le président de l'Office local de tourisme. Abdelmadjid Bessam, qui a lui-même fait cette découverte, a affirmé à l'APS avoir mis au jour ces vestiges de manière «fortuite». Des vestiges comportant également une pierre taillée en forme de siège et une seconde représentant la moitié inférieure d'un homme. Pour l'auteur de cette découverte, le site «doit certainement renfermer d'autres vestiges enfouis qui dateraient, vraisemblablement, de la période romaine», a-t-il dit. La présence de cette civilisation à Biskra, dont l'appellation antique Vescera serait d'origine romaine, remonterait vers les premier et deuxième siècles de notre ère.

## Tlemcen

## Un «goual» pour faire découvrir le passé

«E! Goual», le documentaire sur l'histoire de Tlemcen de Boualem Aïssaoui, a été présenté en avant-première mercredi soir à la Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen.

Produit par le département cinéma (CNCA) du ministère de la Culture dans le cadre de la manifestation «Tlemcen capitale de la culture islamique 2011», ce documentaire de 54 minutes est une invitation à la découverte de l'histoire de la «perle du Maghreb» et de tous les monuments et lieux de culte que recèlent les différentes régions de Tlemcen.

Le spectateur est invité à suivre un goual, ce personnage central de la culture orale nationale, qui fait découvrir, étape après étape, les vestiges historiques et culturels et l'histoire de toutes ces figures marquantes qui ont fait l'histoire de la région.

Le goual, personnage campé par Ali Djabara, au son du bendir qu'il manie avec art et aux déclamations d'un texte poétique et très imagé, restitue le passé de toute cette région qui regroupe le plus

grand nombre de monuments et vestiges islamiques du pays, d'où le choix de Tlemcen, comme capitale de la culture islamique.

Le récit commence du plateau de Lalla Setti, surplombant la ville au minaret de Mansourah, en passant par le Mechouar, la mosquée de Sidi Boumediene, la mosquée de Sidi Haloui, au tombeau de Sidi Ibrahim et autres lieux marquants.

Le récit est «construit» par des séquences filmées artistiquement pour reconstituer l'histoire de chaque lieu conté par le goual.

Le réalisateur a recouru également à des images d'archives datant des années 90 montrant les «désastres» qui ont frappé certains lieux historiques, comme l'incendie commis par des hordes terroristes contre la mosquée de Sidi Boumediene.

Le parallèle est inévitable : les efforts déployés pour restaurer ces lieux et leur redonner vie sont indéniables. Les images parlent d'elles-mêmes. Le résultat est édifiant.

Le voyage du goual à travers le passé

de Tlemcen, entrecoupé d'images d'archives, de maquettes, d'esquisses, d'icônographies et de dessins qui donnent à l'image toute sa profondeur historique, est également fait de compositions musicales qui ont permis de ressentir toute la charge émotionnelle que dégage le Rebab ou encore de (ré)découvrir un Kouider Berkane, qui a signé une musique à la hauteur de l'œuvre pour lui donner toute la puissance et la profondeur de l'œuvre.

«Je n'avais pas la prétention de faire un cours d'histoire mais d'inviter le spectateur à la découverte des principales étapes de l'histoire de Tlemcen», a souligné le réalisateur, qui s'est livré au jeu des questions-réponses avec l'assistance, après la projection du film.

«Je ne suis pas un historien. J'ai fait appel à un spécialiste, Abderrahmane Khilafa, pour écrire le texte. Je pense que j'ai entrouvert une porte. C'est aux historiens de s'y engouffrer pour approfondir le travail fait par l'image», a-t-il ajouté, signalant qu'il compte réaliser des documen-



taires «pour montrer à nos jeunes ce qui a fait la fierté de leur pays et de sa longue histoire plongeant ses racines dans la nuit des temps».

«Ma démarche, purement pédagogique, jette des ponts entre la science académique et les jeunes générations, sans pour autant suppléer aux institutions et établissements chargés de transmettre les connaissances et le savoir», a encore averti le réalisateur.

R. G.

Semaine culturelle de Tizi Ouzou à Batna

### Un public nombreux à la clôture

LE RIDEAU est tombé jeudi à Batna sur la semaine culturelle de la wilaya de Tizi ousou aux sons de la troupe folklorique «Idhbalene», un spectacle haut en couleur, rehaussé par une présence en force du public local.

La troupe «Chachnaq» a également enthousiasmé l'assistance locale qui a suivi assidûment les multiples activités de la semaine, dont une exposition tenue à la Maison de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa. Bien que tous les produits de l'artisanat, étalés lors de l'exposition aient été dignes d'intérêt, les œuvres sur bois de l'artisan Chikha Rachid ont particulièrement intéressé par leur finesse un grand nombre de visiteurs. Mortiers, gassaa et autres ustensiles décorés de motifs traditionnels présentés par Chikha constituent, de l'avis de nombreuses visiteuses de la manifestation, de véritables œuvres d'art. Cette semaine culturelle, portée par la délégation hôte vers nombre de villes de la wilaya de Batna, a constitué pour les habitants de la capitale des Aurès une véritable fenêtre sur le riche patrimoine culturel et populaire de la Kabylie.

R. C.

## «La ville en lecture»

## Un carrefour du livre au cœur d'Alger

«La ville en lecture», un mini-salon du livre, a ouvert ses portes jeudi au Centre des loisirs scientifiques de l'établissement «Arts et culture» d'Alger.

Organisée dans le cadre de la célébration de la Journée du Savoir (16 avril), la rencontre qui se veut un carrefour du livre, se poursuivra jusqu'au 23 avril. Quatorze maisons d'édition sont présentes, exposant au public des titres divers, tous genres confondus, littérature, biographies, poésie, histoire, etc.

L'objectif de cette action culturelle dédiée à la lecture est de mettre en valeur le livre, qu'il soit roman, récit, recueil poétique ou autres ouvrages scientifiques, expliquent les organisateurs. Elle vise également à ancrer la culture du livre et à encourager la lecture chez le jeune public, en particulier.

Le salon vise également à démontrer que les nouvelles technologies de l'information et de la

communication, malgré leur évidente utilité, ne remplaceront jamais le support papier, estime sa responsable, Fouzia Laradi.

La rencontre, dont le programme prévoit en outre des conférences thématiques, se veut, a-t-elle poursuivi, un hommage au livre, cet outil en papier «lié fortement au savoir». Les stands des éditeurs proposent des titres variés en langues arabe et française pour adultes comme pour enfants. Le visiteur peut y trouver des biographies de certains martyrs de la révolution nationale ou de célèbres romanciers ainsi que des œuvres littéraires et autres ouvrages.

La clôture de «La ville en lecture» sera consacrée à l'enfant à travers un spectacle de clowns autour du livre pour sensibiliser les écoliers à l'utilité et l'importance de la lecture dans la vie et la carrière d'un homme.

R. C.

## Coup-franc direct



### Polémique !

Par Anouar M.

**E**n insistant pour faire jouer le match du Mouloudia d'Alger face au CRB au stade de Bologhine, les autorités locales de cette localité se sont mises sur la ligne de mire du club rival du MCA, l'USMA, en l'occurrence. En effet, les Rouge et Noir et selon certaines sources ont décidé d'aller loin dans cette affaire. Ainsi, ils auraient souhaité que les dirigeants du Doyen passent par eux, étant donné qu'ils sont titulaires d'un bail de cinq ans et que c'est à eux que revient la décision de laisser ou pas un autre club jouer au stade de Bologhine. Le fait d'outrepasser les prérogatives de la direction de l'USMA a, quelque peu, gêné les responsables usmistes qui croyaient qu'on était vraiment dans l'ère du professionnalisme et que ce genre d'interférences n'avaient pas lieu d'être. Les choses doivent donc être claires pour les dirigeants de la formation de l'USMA qui voulaient juste éviter tout malentendu. La direction usmiste pense avoir raison d'autant plus que la rencontre entre les deux formations algéroises, a connu quelques dépassements et que des projectiles ont été lancés sur le terrain. Elle aurait souhaité participer à l'organisation du match pour éviter ce genre de situation à l'avenir. Cependant, il semblerait que le MCA reviendra jouer au stade de Rouiba, ce qui démontre que les responsables de la balle ronde nationale veulent éviter un autre conflit avec les Usmistes à l'avenir.

A. M.

Djamel Belmadi

### «L'Algérie doit continuer à travailler»

**L'**entraîneur algérien de Lekhwiya, Djamel Belmadi, a estimé jeudi que le développement du football algérien passe obligatoirement par un travail sur place de la Fédération et des joueurs professionnels. «Mon souhait le plus cher est que la Fédération algérienne de football et les joueurs



travaillent pour s'améliorer dans tous les compartiments du jeu», a-t-il ajouté. Pour sa première expérience d'entraîneur, l'ancien international algérien a conduit le promu Lekhwiya au titre du champion du Qatar. Interrogé sur une éventuelle prise en main de l'équipe d'Algérie un jour, Belmadi estime qu'il

est pour le moment à 100% avec Lekhwiya. «Aujourd'hui, toute mon attention est concentrée sur Lekhwiya, avec qui l'aventure ne fait que commencer, a-t-il dit, j'ai reçu des offres, mais pour l'instant, je suis à 100% à Lekhwiya. Dans l'avenir, tout peut arriver, mais je ne suis pas du genre à se demander de quoi demain sera fait». «J'aime vivre chaque instant à fond. Pour le moment, je suis à Lekhwiya et j'y suis très bien. Après Lekhwiya, qui sait?», a-t-il conclu.

professionnels de mon pays fassent de leur mieux pour développer le football sur place. C'est la seule façon d'avancer», a déclaré Belmadi sur le site de la Fifa. «Après la Coupe du monde, on a senti un certain découragement. Nous avons perdu un match à domicile contre le Gabon. Heureusement, nous avons enchaîné par une victoire contre le Maroc dans les qualifications pour la prochaine CAN-2012. Ça faisait très longtemps que nous n'avions plus battu le Maroc. L'Algérie doit continuer de

Lucky Msiska, (entr. Zambie)

### «Avec une bonne discipline tactique, nous passerons l'écueil algérien»

**L'**entraîneur de l'équipe olympique zambienne de football Lucky Msiska s'attend à un match «difficile mais passionnant» face à l'équipe algérienne, au troisième tour des éliminatoires des Jeux olympiques Londres-2012. «Il ne fait aucun doute que l'Algérie a toujours été un adversaire difficile pour la Zambie. La rencontre sera dure mais passionnante à jouer. Je suis confiant. Mes garçons seront à la hauteur. On va tout faire pour éliminer l'équipe algérienne», a déclaré Msiska dans la presse locale, précisant toutefois qu'il



est «suicidaire de sous-estimer notre adversaire, surtout que leur équipe senior a battu la Zambie à domicile en qualification jumelées de la CAN et CM-2010». L'Algérie accueillera la Zambie au match aller, prévu entre le 3 et le 5 juin, avant de se rendre à Lusaka pour la manche retour programmée les 17, 18 ou 19 juin. «Avec une bonne discipline tactique, nous pourrions passer l'écueil algérien. Je suis convaincu que nous sommes capables de répéter ce que nous avons fait face au Rwanda, lorsque nous nous rendrons en Algérie pour le match aller», a indiqué Msiska. La Zambie a éliminé le Rwanda lors du tour précédant en s'imposant en aller et retour (0-1, 2-0). Pour le coach Msiska, le fait de jouer la rencontre retour en Zambie ne constitue pas un avantage pour son équipe. «Le football moderne est imprévisible. On peut gagner à l'extérieur comme on peut perdre à domicile. Le football a beaucoup changé. Regardez notre dernier match, nous avons battu le Rwanda en aller et retour. Il ne faut pas dormir sur ses lauriers, parce que la même chose pourrait nous arriver face à l'Algérie. Nous devons travailler dur pour obtenir un résultat positif pour aborder le match retour à domicile sans pression», a-t-il souligné.

# MC Alger Zekri croit aux chances de maintien

■ Malgré le dernier faux pas à domicile après avoir été accroché au stade Bologhine, le coach du Mouloudia d'Alger, Nourreddine Zekri, croit toujours aux chances de maintien de son équipe en Ligue 1, avouant que cela n'est qu'un accident de parcours.

Zekri reste optimiste



Ph. > D. R.

Par Anouar M.

**Z**ekri estime que ses joueurs étaient trop tendus et que cela est dû à la place qu'occupe le club et qui est parmi les équipes menacées par la relégation en Ligue 2. Zekri pense que le Mouloudia peut revenir en force, durant les prochaines confrontations comptant pour le championnat, à condition de croire en, ses chances à fond. Le driver des Rouge et Vert a regretté le fait de perdre deux points précieux à domicile et pense que cela est difficile à digé-

rer que ce soit pour les joueurs ou pour les fans. Néanmoins, il demande à ce que tout le monde soit concentré sur les prochaines confrontations qui seront, certes, difficiles, mais qu'il faudra préparer avec tout le sérieux voulu. Zekri a révélé que tout le monde est conscient de la tâche qui l'attend pour les prochains rendez-vous et que les joueurs veulent relever le défi, car le MCA ne mérite pas cette situation. Il affirmera qu'il a hérité d'une situation très difficile, du fait que l'équipe était dans une situation lamentable et

qu'il fallait tout refaire. Il a, ainsi beaucoup travaillé avec les joueurs pour les encourager à se reprendre et penser à la suite de la compétition, surtout que tout le monde croit que rien n'est encore perdu et qu'il faudra se battre jusqu'à la dernière seconde. Pour Zekri, il s'agit de croire en ses potentialités et

de trouver les ressources nécessaires pour se reprendre et tenter de sauver l'équipe de cette situation difficile. Par ailleurs, Zekri a émis le vœu que le MCA continue à recevoir au stade de Bologhine, sachant qu'il ne veut plus rejouer au stade de Rouiba.

A. M.

Maroc

## Gerets a le soutien des autorités

**L'**e ministre marocain de la Jeunesse et des Sports, Moncef Belkhatay, a déclaré que le sélectionneur de l'équipe nationale de football, le Belge Eric Gerets, est au Maroc pour mener un projet à moyen et long terme quel que soit le résultat du match face à l'Algérie, prévu le 4 juin pour le compte des éliminatoires de la CAN-2012. «Si on gagne tant mieux, mais si on perd, je pars du principe qu'Eric Gerets est là pour mener un projet à moyen et long terme. Il faut donc lui laisser le temps de pouvoir réaliser son projet et atteindre les engagements qu'il a pris avec nous», a souligné jeudi le



ministre marocain au journal «Le matin». Belkhatay a ensuite indiqué qu'il respectait le choix de la Fédération royale marocaine de foot-

ball (FRMF) de s'engager avec Gerets et qu'il appuyait «de manière inconditionnelle» le président de la FRMF, Ali Fassi Fihri, par rapport à ce choix avant de noter que depuis l'arrivée du technicien belge «on a senti les prémices de la construction d'une grande équipe». «Quel que se soit le résultat contre l'Algérie, nous continuerons à faire confiance à Gerets. On est en train de construire un projet sur trois ou quatre ans et on n'est pas sur un match seulement», a-t-il martelé. Le prochain match entre les deux sélections comptant pour la 4<sup>e</sup> journée aura lieu le 4 juin prochain au Maroc.

## Coupe d'Algérie Bichari et Amalou arbitreront les demi-finales

**L'**es arbitres Mohamed Bichari et Amalou officieront les demi-finales de la Coupe d'Algérie édition 2010/2011, prévue le lundi 18 avril, a annoncé jeudi la Ligue nationale de football (FAF).

La demi-finale JS Kabylie-MC Oran, prévue à 18h00 au stade du 1<sup>er</sup> Novembre à Tizi Ouzou sera dirigée

par Bichari assisté de Rachedi et Salaouadi. Le quatrième arbitre est Houasnia. L'autre demi-finale entre l'USM El Harrach et l'ES Sétif, qui se déroulera à 15h30 au stade du 1<sup>er</sup> Novembre à Mohammadia a été confiée à Amalou, secondé par Bounouaet Azrine. Le quatrième arbitre est Haddada.

Judo

## Benyekhlef champion d'Afrique

**L'**e judoka algérien Amar Benyekhlef (-90kg) a conservé son titre continental à la faveur de sa victoire face au Sud-Africain Patrick Trezise jeudi en finale des 32<sup>es</sup> championnats d'Afrique séniors. L'athlète est sorti vainqueur de cette confrontation grâce à une bonne gestion tactique du combat face à un adversaire qui n'a pas manqué de détermination et de volonté. Pour sa part, l'athlète algérienne Kaouther Ouallal (-78kg) a perdu son titre africain suite à sa défaite face à la Tunisienne Hana Merghani en finale de cette compétition, se contentant d'une médaille d'argent. En outre, l'Algérie a remporté deux médailles de bronze par Kahina Hadid (-70kg-dames) et Asselah Sonia (+70kg), qui ont battu respectivement Doddemeade Chantelle (Afrique du Sud) et Mawora Nadege (Gabon).



## Championnat L2 (mise à jour) O Médéa - AB Merouana se jouera le 26 avril

**LE MATCH** en retard, O Médéa-AB Merouana, comptant pour la mise à jour de la 20<sup>e</sup> journée du championnat professionnel de Ligue 2, aura lieu le mardi 26 avril prochain à l'Opop Imam Lyès de Médéa, a annoncé jeudi la Ligue nationale de football (LNF). Cette rencontre, qui devait se dérouler vendredi dernier, avait été reportée en raison de la participation de l'ABM aux quarts de finale de la Coupe d'Algérie face à l'ES Sétif (défaite 1-0 après prolongations). L'OM occupe la 9<sup>e</sup> place au classement avec 27 points, ex aequo avec l'US Biskra, alors que l'ABM est avant-dernier (15<sup>e</sup>) avec 20 unités. D'autre part, les 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> journées du championnat de L2 se dérouleront les 22 et 29 avril, a indiqué la LNF.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## LA QUESTION DU JOUR

### Une avancée ou un recul que l'emprisonnement des Moubarak ?

Par Mohamed Habili

La rue égyptienne voulait le jugement des Moubarak, et sur deux chefs d'inculpation, implication dans des affaires de corruption et responsabilité dans les violences à l'encontre des manifestants au cours des grandes mobilisations, et elle a obtenu satisfaction sur ces deux points. Le président déchu et ses deux fils sont pour le moment en prison, pour les besoins de l'enquête, en attendant leur relaxation ou leur inculpation, encore qu'il soit extraordinaire qu'ils puissent échapper aux rigueurs qui leur sont promises.

Les partisans du changement sont-ils pour autant en droit de crier victoire ? De se féliciter de ce que la révolution à laquelle ils aspirent ait fait un grand pas en avant ? En d'autres termes, la révolution, toujours à l'ordre du jour, marque-t-elle une avancée ou un recul avec le fait que la famille Moubarak se retrouve aujourd'hui dans une position indigne, que celle-ci soit méritée ou pas ?

Il ne doit pas s'être trouvé une seule révolution digne de ce nom qui n'ait pas cherché à humilier ceux qu'elle a renversés, et qui avant cela exerçaient un pouvoir illimité sur leur peuple, et l'oppression par conséquent. Cela fait partie des péripéties d'une révolution, très portée en effet à couper les têtes des maîtres déchus. Non par sadisme, en règle générale tout au moins, mais pour empêcher que la contre-révolution, à l'œuvre elle aussi, même dans les moments où elle semble réduite à néant, n'en fasse un symbole, un drapeau, une voie pour la reconquête du pouvoir. Tant que l'ancien prince conserve tout ou partie de son ancien prestige, ses partisans, à lui personnellement, de même que toutes les forces désireuses de voir se rétablir le régime dans l'ensemble de ses constituants, la révolution en train de s'accomplir n'est pas à l'abri d'un retournement de conjoncture. C'est pour se prémunir contre cette forme particulière de revers que la révolution va chercher dans leur retraite ceux qu'elle a déjà commencé par renverser pour leur couper le jarret, les empêcher de comploter contre elle, une bonne fois pour toutes.

Le fait qu'une révolution soit un processus, et non pas un acte unique, même si les historiens s'entendent plus tard pour lui assigner un jour j, pour la concentrer ce faisant dans un moment et même dans un endroit précis, implique qu'elle peut aussi bien poursuivre son œuvre de démantèlement de l'ancien régime que marcher à reculons sous la pression de la contre-révolution.

Le problème, c'est qu'il n'est pas toujours facile de savoir si c'est à une avancée qu'on vient d'assister ou si c'est à un recul. De sorte qu'il est souvent possible de se tromper sur la véritable signification d'un événement, même s'il semble dénué d'ambiguïté.

Moubarak et ses fils en prison ! Cela peut sembler l'aboutissement, l'acte final d'une révolution qui aura triomphé de toutes les difficultés, de tous les obstacles dont son chemin a été jonché depuis son commencement. Après l'emprisonnement, il n'y aurait plus que la condamnation, à mort peut-être, pour constituer un pas supplémentaire dans la même voie. Cela peut être compris comme l'acte final.

Et c'est bien ainsi que le conseil militaire, en charge du pouvoir depuis la chute de Moubarak, conçoit la péripétie. Après cela, en effet, que pourrait-il faire de plus ? Envoyer à la retraite son chef, le vieux Tantaoui ? Possible. Mais il ne veut pas en arriver là. Car il n'est pas sans deviner ce qu'il peut s'ensuivre s'il cède sur ce point. Déjà que les révolutionnaires (il en est d'authentiques en Egypte et en Tunisie, et donc de fort suspects en Libye) commencent à mesurer du regard les hiérarques qui le composent, à voir s'ils ne peuvent pas s'en prendre à eux, s'il ne faut pas rompre avec eux, s'il n'y a pas lieu de se mettre à les dénoncer comme des contre-révolutionnaires. Déjà que le nom du chef commence à revenir souvent, et en mauvaise part, sur la Toile.

La vérité, c'est que la révolution en Egypte est piégée par son alliance avec l'armée, qui, à l'évidence, n'a sacrifié Moubarak que pour sauvegarder le régime, dont elle est la pièce maîtresse. En ce sens, mais en ce sens seulement, car on ne peut préjuger de la suite des événements, l'emprisonnement des Moubarak n'est pas moins un recul qu'une avancée. Une défaite qu'une victoire. Pour autant que ce ne soit pas, et dès maintenant, plutôt cela que ceci. M. H.

## LA SOLUTION A LA CRISE NOIRIENNE



Djalou@hotmail.com

### CONTREFAÇON

## Des faux monnayeurs arrêtés

■ Il s'agit d'une bande de sept individus âgés entre 21 ans et 30 ans.

Par Hamid M.

Un réseau de faux monnayeurs a été démantelé à Azazga dans la wilaya de Tizi Ouzou cette semaine, a indiqué la cellule locale de la Sûreté nationale dans un communiqué rendu public avant-hier. Ainsi, selon les indications fournies, il s'agit d'une bande de sept individus âgés entre 21 et 30 ans, qui s'est spécialisée dans la contrefaçon de billets de banque de monnaie nationale et étrangère. A l'issue

des investigations menées sur la base de renseignements parvenus aux forces de police de la sûreté urbaine d'Azazga, les sept mis en cause ont été identifiés et interpellés et il s'agit des H.S. (30 ans), K.G. (22 ans), B.I. (27 ans), A.A. (21 ans), B.S. (30 ans), B.S. (27 ans) et D.M. (29 ans) natifs des localités Est de la wilaya de Tizi Ouzou, alors qu'une quantité de faux billets, à savoir 40 billets de 200 DA, 05 billets de 200 euros, du papier prêt à l'usage pour la contrefaçon ainsi que du matériel infor-

matique ont été saisis après perquisition des domiciles de ces mis en cause. Déférés mercredi dernier devant le parquet d'Azazga pour contrefaçon de billets de banque de monnaie nationale et étrangère, participation volontaire à l'émission et distribution de faux billets de banque, H.S., K.G., B.I., A.A. et B.S. ont été placés sous mandat de dépôt, B.S. sous contrôle judiciaire et D.M. a été laissé en liberté provisoire.

H. M.

### Démantèlement d'un réseau

## Ils ont dérobé treize manuscrits vieux de quatre siècles

Un réseau de quatre individus, responsables du vol de 13 manuscrits vieux de quatre siècles de la zaouïa Bencheikh el Hocine de la commune de Sidi Khelifa (Mila) a été démantelé récemment, a indiqué jeudi le responsable de la cellule régionale de protection des biens culturels et historiques du groupement de la gendarmerie de Souk Ahras. Le sergent-chef Khaled Righi de cette cellule a précisé que les manuscrits dérobés contiennent chacun entre 100 et 200 pages et concernent différents domaines dont la poésie, la musique, la médecine, la jurisprudence islamique (fiqh) et l'histoire. Il a indiqué que l'opération est la deuxième du genre effectuée par la cellule dont la compétence territoriale s'étend sur 15 wilayas de l'Est, rappelant que la première avait concerné une affaire de possession illégale de 5 manuscrits à Constantine qui datent de 8 siècles dont certains écrits en lettres d'or. La cel-

lule a réussi également à neutraliser un réseau de quatre individus à Tébessa, spécialisé dans la contrebande des vestiges archéologiques, et ayant à son actif des cessions illégales de pièces de monnaie en bronze, un buste en bronze d'une divinité pharaonique, une statue en fonte d'une femme égyptienne et un chandelier en cuivre jaune. Une autre affaire a porté sur la saisie d'une statue en marbre noir d'une divinité pharaonique dans la commune de Grigueur dans la wilaya de Tébessa. Il a été découvert, par ailleurs, au cours du premier trimestre 2011,

de pièces de monnaie dans divers sites et des poteries au village de Tihmine dans la commune de Mejaz Essafa (wilaya de Guelma) ainsi que d'un site funéraire à Oum-el-Bouaghi renfermant des pierres tombales avec des inscriptions latines, des pièces de monnaie en bronze, un bassin et pilon, a indiqué la même source. La cellule a découvert aussi, de concert avec la brigade de gendarmerie de Cheffia (wilaya d'El Tarf), des dessins rupestres d'animaux peints en rouge, à l'intérieur d'une grotte, semblables à ceux du Tassili. F. G.

### Crime

## Une fille de vingt ans assassinée

LE CORPS inerte d'une jeune fille, âgée de 20 ans, originaire de Chlef, a été retrouvé près de la plage à Lotta dans la commune de Souk el Tenine, avant-hier. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour élucider ce crime, deuxième du genre en un mois. En effet, une jeune fille a été retrouvée morte pas loin du même endroit, il y a quelques semaines. H.C.